

# BULLETIN DU CEGES

n° 35 / Hiver 2000-2001

*'30-'50*

## **'30-'50**

*Bulletin du  
Centre d'Études et de  
Documentation  
"Guerre et Sociétés  
contemporaines"*

*Résidence Palace - Bloc E  
Rue de la Loi 155 - Bte 2  
B - 1040 Bruxelles  
Tél.: 02 / 287 48 11  
Fax: 02 / 287 47 10  
cegesoma@cegesoma.be*

*Heures d'ouverture  
Du lundi au vendredi  
de 9 à 12 et de 13 à 17h.*

*Direction  
José Gotovitch*

*Rédaction  
Isabelle Ponteville  
Bénédicte Rochet  
Chantal Kesteloot*

*Traitement de texte  
Mise en page  
Anne Bernard*

*Impression et brochage  
Moussa Lasouad*

*Editeur responsable  
J. Gotovitch  
Rue H. Maubel, 52  
1190 Bruxelles*

**Editorial** ..... 3

### **Nos collections**

Acquisitions du secteur Archives ..... 6  
Rupture avec le passé allemand ..... 10  
Accord avec l'*Holocaust Memorial Museum* (Washington) . 11  
Visite à l'*International Tracing Service* (Arolsen) ..... 11  
Archives audiovisuelles ..... 14  
Bibliothèque ..... 17

### **En chantier**

L'Administration belge de 1940 à 1945 ..... 19  
Services de renseignements belges, 1940-1945 ..... 20  
La politique allemande du diamant en Belgique ..... 20  
L'engagement de la noblesse belge pendant la guerre ..... 22  
Un thesaurus approprié au CEGES ..... 24

### **Initiatives**

Séminaires ..... 26  
*Diamant, diamantaires en Diamantbewerkers, 1900-1950* ... 30  
Appel à contributions: "Guerre et économie" ..... 31

**Les Amis du Ceges** ..... 33

**Informatique** ..... 34

### **A l'étranger**

La France du repli: les réfugiés dans le Midi en 1940 ..... 35  
Politique culturelle et recherche historique en Europe ..... 37

### **Gros plan**

Congrès international des Sciences historiques (Oslo) ..... 39

## **Dossier**

---

### **Autriche 1934-2000, les origines**

**d'un dérapage** ..... 45

**N° 35 / Hiver 2000-2001**

## *Mémoire, histoire et pouvoirs publics: quel 'devoir' ?*

*Au moment même où à Paris, amphithéâtre de la Sorbonne, un prestigieux colloque réunissant historiens français et algériens faisait le point sur la recherche relative à la guerre d'Algérie et constatait la richesse des travaux déjà produits, quelques journalistes entonnaient, sur un air connu, la grande lamentation/indignation sur le silence et les carences des historiens sur cette période et soulignaient le devoir moral qu'il y aurait à aborder enfin cette question. Il était fait largement appel au devoir de mémoire, voire de repentance. La France a eu quelques problèmes avec son passé, mais elle n'est pas seule dans le cas...*

*En effet, en Belgique également, que n'a-t-on lu et entendu et que n'entend-on chaque semaine encore sur l'absence de la Seconde Guerre des programmes d'enseignement, sur la méconnaissance de celle-ci, sur l'oubli qui guette la population, et bien entendu sur le **devoir** de mémoire.*

*A juste titre, de nombreux citoyens sont inquiets de la montée de l'extrême droite et relient automatiquement celle-ci aux miasmes de la collaboration, aux crimes nazis et à leur méconnaissance supposée par le public. Ces citoyens, aux premiers rangs desquels les victimes des multiples persécutions perpétrées par l'occupant et ses alliés, en appellent légitimement à un sursaut des consciences, à la formation civique 'de la jeunesse'. La mémoire tient un rôle central dans leurs campagnes. Quelque peu désarçonnés et se sentant démunis devant la persistance, voire la progression de cette gangrène, pas mal d'autorités morales et politiques embrassent avec soulagement et détermination la voie indiquée. Dénonçant l'oubli et l'ignorance, ils commencent avec sincérité dans la religion de la mémoire.*

*On a donc vu ces temps derniers fleurir de multiples institutions, organisations, fondations dont la mémoire est devenue l'enseigne, mais également la raison d'existence et la source de la sollicitude, financière ou participative, des pouvoirs publics.*

*Certains ont pu à bon droit s'étonner de l'absence du CEGES dans ces entreprises et lors des diverses manifestations organisées dans ce cadre. N'est-il pas le prolongement du Centre de la Seconde Guerre mondiale ? N'est-il pas impliqué au premier chef ? Ne devrait-il pas être le moteur de ces initiatives ? Au moment où s'organise, sous les plus hauts auspices, une "Chaîne de la Mémoire", comment justifier que le CEGES n'en soit pas un maillon ?*

*Nous devons en effet à nos lecteurs quelques explications. L'exemple français évoqué au début de ces lignes peut nous y aider.*

*L'honnêteté impose d'abord de réfuter le discours sur l'ignorance et le non-enseignement de l'histoire de la guerre. Il suffit de regarder les vitrines des librairies, de parcourir les programmes radiotélévisés, de dépouiller les listes de travaux universi-*

taires, d'évoquer les débats en cours pour s'apercevoir qu'en matière d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, il y a plutôt surinformation que carence. Et le problème réside précisément dans cette surabondance pas toujours bien digérée.

Quant à l'enseignement, le signataire de ces lignes, professeur dans le secondaire au début des années 60, participait déjà, à l'initiative de l'inspection d'histoire, à l'élaboration de programmes consacrés à la Seconde Guerre. Par la suite, il a coopéré à plusieurs reprises à des dossiers sur la guerre, commandés par les Ministres successifs de l'Éducation nationale. Et comment ne pas relever le travail réalisé depuis 1995 par la cellule "Démocratie ou barbarie" dans l'enseignement de la Communauté française et celui développé autour du V-dag en Communauté flamande ?

Est-ce à dire que les visites de Breendonk, de Malines, de "In Flanders Fields" à Ypres et d'autres lieux, voire d'Auschwitz sont superflues ? Tout au contraire. Elles font partie intégrante de la pédagogie qui est précisément d'application. Et le CEGES a mis, comme lui dictent sa mission et sa raison d'être, toutes ses compétences et ses collections au service de chacune des équipes concernées quand elles le sollicitaient. Et nous comptons bien poursuivre dans cette voie.

Mais sur le mode et dans la fonction qui sont les nôtres.

Rappelons que c'est un programme mis en œuvre par deux chercheurs du CEGES qui a permis l'inventaire des archives incontournables de l'Administration des Victimes de la Guerre. Que le programme informatique qui a permis la constitution de la banque de données de la Commission sur la spoliation des biens juifs a été conçu par un historien-informaticien du CEGES qui avait travaillé, au sein de notre institution, pendant deux ans sur la déportation. Qu'avant cela, le CEGES avait publié le répertoire exhaustif de tous les récits et travaux relatifs à la déportation de Belgique. Relevons qu'il y a peu ont travaillé de pied ferme dans nos collections les réalisateurs du CD-Rom que le Musée de l'Armée va consacrer aux années trente et à la Seconde Guerre mondiale. Le CD-Rom des Territoires de la Mémoire a également bénéficié de notre participation. Et les émissions TV de Maurice De Wilde ainsi que la série Jours de Guerre, qui ont joué un rôle essentiel, si pas décisif, dans chaque communauté pour la (re)connaissance du dernier conflit mondial, ont été le fruit d'un investissement permanent, lourd (mais discret) de notre équipe et d'une utilisation de nos collections tout au long de leur réalisation.

Nous assumons donc sans rougir le bilan de notre travail **d'historiens et de centre d'histoire**. C'est pourquoi nous ne pouvons nous taire devant ce qui nous paraît un véritable glissement dans les objectifs et les attentions des pouvoirs publics. Influencés sans doute par la course à la "rentabilité culturelle" en terme d'audience médiatique, certains, confondant allègrement histoire et mémoire, risquent d'étouffer la première en promouvant exclusivement la seconde. Pour rechercher subsides et médiatisation, d'aucuns l'ont bien compris...

*Le pouvoir politique pourra aisément arguer de sa bonne foi puisqu'il aura "déjà donné" et parfois beaucoup donné...*

*La mémoire est une fonction ancrée dans le présent qui répond aux interrogations et aux besoins de ce présent. Elle n'éclaire mais surtout n'analyse en rien le passé. Elle reconstruit obligatoirement la réalité en noir et blanc. C'est une fonction politique et citoyenne de grande valeur et qui est nécessaire. Et c'est pour l'avoir étudiée intensément ces dernières années, que les historiens peuvent ainsi l'analyser aujourd'hui. Les guerres, ces traumatismes du Vingtième siècle, s'étudient aujourd'hui dans une perspective plus large. Ce n'est pas un hasard si l'on voit revenir les interrogations sur 1914-1918, conflit sans lequel le siècle est incompréhensible et plus encore la Seconde Guerre. Mais l'étude de ce passé, réelle et scientifique, est un questionnement complexe toujours recommencé. Cette étude est un travail jamais achevé, mais 'moralement' rentable à plus long terme et en cela indissolublement lié à la démocratie.*

*Il est du devoir et du métier des historiens de s'adonner à ce travail, et à un Centre comme le nôtre de donner les moyens de sa réalisation à la communauté scientifique, aux étudiants, en fait à tout le monde.*

*Le citoyen qui est en chacun de nous respecte profondément les actions des militants de la mémoire et il y participera selon ses convictions. Mais les chercheurs du CEGES, avec tous les historiens du temps présent, demandent que l'on ne confonde pas les rôles et que l'on tienne compte des besoins respectifs.*

**José Gotovitch**  
Directeur

# Archives

## Les acquisitions

Au préalable, il n'est peut-être pas inutile de rappeler qu'une liste complète des acquisitions est publiée dans les numéros 'techniques' du *Bulletin* (les acquisitions de 1999 sont reprises dans le n° 34, celles de 2000 le seront dans le n° 36).

Comme de coutume, ce numéro 'à thème' met plus spécifiquement l'accent sur les fonds d'archives les plus importants ayant enrichi nos collections au cours de l'année académique écoulée. Au total, le CEGES a acquis 46 fonds d'archives et 63 journaux personnels pendant cette période. Un certain nombre d'entre eux sont évoqués dans cette rubrique.

Dans le groupe **Archives et documents d'institutions officielles**, nous disposons dorénavant des rapports trimestriels de la Sûreté de l'Etat de 1954 à 1958 fournis au ministre Troclet (AA 1684). Par ailleurs, ont été achetés aux Archives générales du Royaume les sept CD-roms comprenant les procès-verbaux du conseil des ministres de 1917 à 1949 (AA 1685).

Le groupe **Archives et documents du *Militärbefehlshaber in Belgien* et d'autres institutions allemandes** s'est enrichi d'un nouveau microfilm relatif à des procès de résistants belges devant le *Volksgesichtshof* en 1941-1942 (micr. 146). Le CEGES a également acquis une collection de microfiches ayant trait au fonctionnement de l'*Amt VII (weltanschauliche Forschung)* du *Reichssicherheitshauptamt* d'Hitler en Belgique (AA 1619).

Dans le groupe **Archives et documents des mouvements de résistance** est entré un important fonds datant des années 1944-1946 et émanant du groupe liégeois OK 90, une section du service de renseignements Zéro (AA 1678).

Le groupe **Archives et documents d'associations patriotiques** contient désormais les archives (partielles), pour les années 1945-1955, de l'Amicale des Prisonniers politiques rescapés du Convoi du 3 septembre 1944 (dénommé "train fantôme"), qui avait à son bord les derniers prisonniers politiques devant être déportés en Allemagne (AA 1673). Mentionnons en outre l'acquisition d'un fonds de matériel documentaire couvrant les années 1944-1999 en provenance de l'Amicale de Buchenwald à propos des Belges du camp (AA 1645).

Le groupe **Collections de documents, fonds de recherche et enquêtes** s'est enrichi d'une collection documentaire relative à la politique belge et allemande sous l'occupation. Cette collection a été constituée par Marc Van Den Wijngaert pour son cours d'histoire contemporaine à la *KUB* (AA 1639). Par ailleurs, les documents rassemblés par J. De Backer dans le cadre de ses recherches sur les services de renseignements clandestins belges en Suisse et sur les filières d'évasion vers ce pays (1941-1998) peuvent désormais être consultés au CEGES. On trouve également dans ce groupe une collection de dossiers informatifs et de

TABLE AND RADIO ADDRESS  
SAVOYPLAZA NEW YORK

# THE SAVOY PLAZA

FIFTH AVENUE 50th TO 59th STREETS  
AT CENTRAL PARK  
NEW YORK 22, N. Y.

October 20, 1945.

My dear Foster:

Please find herewith the draft of a loan for \$55,000,000 which I have been negotiating in Washington. Maybe the present draft will still undergo some alterations, but I would like you yourself to read it, and especially to read Article XII, for I suppose you will be asked to give the legal opinion provided for in this Article.

*by my Government x*

I am leaving for Europe tomorrow. We had rather protracted negotiations in Washington, but they took place in a real spirit of mutual understanding, and I understand the result is very good for both parties. *the result is in the interest of both parties.*

Believe me, my dear Foster,

Yours very sincerely,

(Enclosure)

Minister of State.

Mr. John Foster Dulles,  
Sullivan & Cromwell,  
48 Wall Street,  
New York, New York.

*Camille Gutt à John Foster Dulles concernant un prêt américain de 55 millions de dollars pour la Belgique.*

(CEGES, Fonds Camille Gutt)

Patrice LUMUMBA  
Président National du M.N.C.  
Détaillé à la Prison de Stan.-

Stanleyville, le 24 décembre 1959.

Mon cher Jean,

Dans le malheur, comme dans le bonheur, on ne peut pas oublier ses amis. C'est pour te dire que, malgré la dure épreuve que je traverse pour le moment - non sans courage d'ailleurs, je pense souvent à toi et aux nombreux entretiens que nous eûmes lors de mon dernier séjour à Bruxelles.

Je me rappelle particulièrement de nos causeries à Liège et sur la rue Billiard - causeries au cours desquelles on sentait monter la chaleur humaine entre des personnes qui sont animées par un même idéal: la compréhension et le rapprochement humaine.

J'en garde un souvenir réconfortant.

As-tu reçu la lettre que je t'avais écrite d'Acara, peu avant mon retour au Congo, en octobre dernier ?

Mon procès passera le 16 janvier, devant le Tribunal de Première Instance de Stanleyville. En attendant, je respire derrière les barreaux de la prison de Stanleyville. Je suis en état de détention préventive depuis le 1er novembre, et cela se prolonge jusqu'à l'ouverture du procès. Je garde mon sang-froid et ma foi dans l'avenir de notre Pays. Ma conscience ne me reproche rien. L'orage passera, et puis, ce sera le beau temps.

Comme je te l'ai expliqué à Bruxelles, mon objectif reste la non-violence.

Je te prie de m'envoyer 20 (vingt) nouveaux livres, les plus intéressants qui sont dans la librairie, à l'adresse de mon frère: Louis Lumumba c/\* Avocat Rom - BP 29 Stanleyville. Adresse-moi la facture avec copie à la Direction provinciale du M.N.C. - BP 355 Stanleyville, pour règlement. Tu voudras bien faire l'expédition par avion et par colis recommandés.

J'espère que tu te portes bien et que j'aurai le plaisir de te revoir. C'est avec le même entrain qu'on s'embrassera et que l'on bavardera sur la rue Billiard.

Je te prie de bien vouloir présenter à nos amis communs un cordial salut.

Bien amicalement,

Patrice

*Patrice Lumumba à Jean Van Lierde :  
"...mon objectif reste la non-violence".*

(CEGES, Fonds Jean Van Lierde)

petites enquêtes sur divers aspects de l'avant-guerre, des événements de 1940, de l'occupation et de la Libération. Cet ensemble, qui a été formé de 1970 à 1998 au sein du secrétariat du CEGES, a été transféré dans les archives étant donné la valeur des informations qu'il contenait. Nous avons également reçu la deuxième et avant-dernière partie de la collection relative à la Belgique pendant la Seconde Guerre mondiale, collection liée aux émissions homonymes de la *BRTN* (AA 1297).

L'achat de microfilms d'archives étrangères a, cette année, pris la forme de l'acquisition d'une partie des archives du service secret britannique *Special Operations Executive* relatives aux opérations de sabotage en Belgique sous l'occupation (micr. 203).

Enfin, les acquisitions ont une nouvelle fois été nombreuses au sein du groupe **Archives personnelles**. Pour commencer, citons les archives datant de l'après-guerre (1965-1979) de la célèbre communiste bruxelloise Claire Martchouk-Van den Boom concernant les prisonniers politiques et le néo-fascisme (AA 1646). Des documents datant de la période 1954-1961 relatifs à la Fraternelle nationale du Mouvement de résistance l'Armée de la Libération et à l'Oeuvre nationale des Orphelins, Veuves et Ascendants des Victimes de la Guerre (AA 1647) sont venus agrandir le fonds Alphonse Bartholomé. Les documents Jozef Luyssaert fournissent un bel exemple du travail, sur le plan local, de la Fédération nationale des Anciens Prisonniers de Guerre entre 1975 et 1992 (AA 1648). Le fonds Paul Collard éclaire l'activité du service de renseignements clandestin Tégal (AA 1669).

L'acquisition des archives du ministre Camille Gutt est, sans conteste, de la plus haute importance (AA 1624). Ces documents ont servi de base à la thèse de doctorat de J.-Fr. Crombois, thèse publiée avec l'aide du CEGES. Enfin, signalons l'important fonds émanant de Jean Van Lierde, l'éminence grise de Lumumba, qui a trait au Congo et au Zaïre et qui porte sur la période 1955-1990 (AA 1643).

Comme on peut le remarquer, cet aperçu rassemble des formateurs d'archives et des thèmes très divers. Une grande partie de ces fonds pourrait être regroupée sous le dénominateur 'suites, dans l'après-guerre, de la guerre et de l'occupation', surtout au niveau des organisations et des thèmes de recherche. La guerre et l'immédiat après-guerre sont évidemment toujours de la partie (Gutt !). Une des nouvelles orientations de recherche du CEGES, le Congo après 1940 et la décolonisation (voir aussi la rubrique bibliothèque), se renforce grâce aux archives de Jean Van Lierde.

Par ailleurs, **63 journaux personnels et manuscrits** ont, cette année, complété nos collections. Si la plupart concernent, comme de coutume, la Seconde Guerre mondiale, 6 ont trait à d'autres périodes du XXe siècle: on notera en particulier l'apport de 3 journaux personnels relatifs à la Première Guerre mondiale. Parmi les 57 textes consacrés au second conflit mondial, 50 concernent la Belgique et/ou les Belges. Dans cette dernière catégorie, prédominent le thème de la campagne de mai-juin 1940 et celui de l'exode (11 cas ½). Il devance l'évocation de la Résistance, de la répression et de la déportation en Allemagne (8 cas ½). La période de la

Libération (septembre 1944-mai 1945) est aussi abondamment traitée (6 cas ½) sans que ne soient négligés la vie quotidienne (5 cas ½) et le sort des prisonniers de guerre (4 cas ½). Sur le plan de la langue utilisée, le français l'emporte largement sur le néerlandais (39 contre 17). On notera d'autre part la présence de 6 journaux personnels en anglais et d'un en allemand.

Parmi ces documents, il faut mentionner les souvenirs de guerre du général Ludwig von Falkenhausen, dernier gouverneur général allemand de la Belgique occupée en 1914-1918 (AB 1720). On notera aussi l'existence d'une étude inédite de l'historien Léon Papeleux sur les relations entre le Vatican et l'URSS entre 1942 et 1945 (AB 1719) et celle d'un manuscrit de l'intellectuel collaborateur Robert Poulet, *L'homme qui n'avait pas compris* (AB 1723). Deux intéressants témoignages, fournis par Jean Van

Lierde (et aussi pour l'un d'eux par Guy de Bosschere), sur l'antimilitarisme régnant en Belgique dans l'immédiat après Seconde Guerre mondiale au sein de certains milieux de gauche, en particulier catholiques (AB 1742 et 1907) sont également à retenir. En outre, tant les études de Jean De Backer (sur l'opération *Coal* [AB 1717] et sur les services alliés en Suisse [AB 1906, inaccessible pour l'instant]), que les mémoires de Raoul Latimer sur ses missions pour l'Armée secrète (AB 1726) et ceux de Fernand Debreyne sur son activité pour le service de renseignements Luc-Marc (AB 1732) apportent des éclairages nouveaux sur les relations entretenues par la Résistance belge avec les Alliés. Enfin, le dynamisme de chercheurs locaux nous permet d'être désormais bien documentés sur l'occupation dans la région d'Ellezelles-Renaix, zone frontière entre le Hainaut et la Flandre orientale (AB 1733-1737).

*Dirk Martin & Fabrice Maerten*

## Rupture avec le passé allemand

Comme on le sait, après la chute du Mur, des tonnes d'archives secrètes de la République démocratique allemande (RDA) ont été retrouvées. Il s'agit entre autres des fonds de la tristement célèbre *Stasi*. Ceux-ci sont épluchés par un service officiel spécialement érigé à cet effet. Grâce à nos contacts avec des collègues allemands, le CEGES dispose

d'une copie du 4e rapport du *Bundesbeauftragte für die Unterlagen des Staatssicherheitsdienstes der ehemaligen DDR* (Chargé d'affaires fédéral pour les archives des services de la Sûreté de l'Etat de la RDA) (*Vierter Tätigkeitsbericht des Bundesbeauftragten für die Unterlagen des Staatssicherheitsdienstes der ehemaligen DDR*, Berlin, 1999, 122 p.).

*Dirk Martin*

## Un accord de collaboration avec l'*Holocaust Memorial Museum* de Washington (USA)

Le *United States Holocaust Memorial Museum (USHMM)* a lancé une campagne pour le microfilmage des archives concernant le génocide des Juifs européens. Ces microfilms en provenance de divers pays européens seront à terme centralisés à Washington. A la suite de tout un travail de préparation avec Radu Ioanid, directeur associé du programme international et Klaus Müller, directeur de projet pour l'Europe de l'Ouest, un accord a été passé avec le CEGES.

Cet accord a trait à des pièces de microfilms (non-classées) du Service des Victimes de Guerre concernant la déportation politique et raciale hors de Belgique. Celles-ci sont conservées au CEGES et portent sur la période 1941-1955. Le but

de l'opération est qu'un chercheur, spécialement engagé par le Centre mais payé par le *USHMM*, fournisse un accès aux 31.700 numéros du fonds de microfilms en question, plus spécialement en ce qui concerne les parties traitant de la déportation raciale. Cet accès doit également faciliter la consultation des microfilms au CEGES. A cette fin, les milliers de pièces de microfilms seront assemblées sur microfiches. Ces microfiches seront consultables par les chercheurs et le public du *USHMM* et du CEGES, dans le respect de la législation sur la vie privée des deux pays.

**Sofie Descamps** a été engagée depuis le 1er octobre 2000 pour ce projet d'une durée de deux ans.

*Dirk Martin*

## Une visite de travail à l'*International Tracing Service* d'Arolsen

Après la Seconde Guerre mondiale, l'activité principale de l'*International Tracing Service (ITS)* de la Croix-Rouge consistait à rechercher des personnes non-allemandes disparues ou déportées et à réunir des familles dispersées. Pour ce faire, des quantités énormes de documents furent récoltées, principalement sur les camps de concentration et le travail obligatoire. Ces dernières années, de plus en plus de voix se font entendre pour que ce matériel archivistique soit également ouvert à la recherche historique. Ce qui n'apparaît pas comme évident au terme de

la visite de travail à l'*ITS* effectuée par José Gotovitch et Dirk Martin en compagnie de Mme Barette et Mme Van de Pontseel du Service des Victimes de Guerre. Cette visite répondait à l'invitation du directeur Biedermann en avril 2000. Actuellement, le terme 'Service de Recherches' (*Suchdienst-Tracing Service*) peut prêter à confusion: les recherches ne représentent plus qu'un faible pourcentage de l'activité de l'*ITS*. Sa tâche actuelle consiste principalement à rassembler, classer et étudier les documents relatifs à ces groupes de personnes,

c'est-à-dire à rendre disponibles les renseignements qu'ils contiennent et à les communiquer aux éventuels demandeurs:

- des détenus des camps de concentration et d'autres lieux de détention dépendant des *SS* sur le territoire du *Reich* et dans les territoires occupés par l'Allemagne, 1933-1945;
- des Juifs déportés durant le régime national-socialiste;
- des étrangers qui, de 1939 à 1945, se trouvaient sur le territoire du *Reich*, et ensuite principalement sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne;
- les *displaced persons (DP)* qui, après la Seconde Guerre mondiale, furent prises en charge par des organisations internationales d'assistance comme l'*UNRRA (United Nations Relief and Rehabilitation Administration)* et le *IRO (International Refugee Organization)* surtout sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne, en Autriche, en Suisse, en Italie et en Angleterre;
- les 'enfants' (c'est-à-dire toute personne qui, à la fin de la guerre, n'avait pas atteint l'âge de 18 ans) des membres des groupes précités qui ont été déportés ou séparés de leur famille du fait de la guerre sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne.

Dans l'intérêt de la protection des droits individuels, les renseignements ne sont fournis qu'aux anciens persécutés ou aux membres directs de leur famille. Les tiers n'obtiennent des informations qu'avec l'accord écrit des personnes concernées. Il est donc clair que le mandat actuel de l'*ITS* – d'ailleurs formulé par les Etats membres de la Commission internationale de l'*ITS* – ne prévoit en fait ni de

recherche historique ni d'ouverture des archives aux chercheurs.

D'autre part, plus de cinquante ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, énormément de demandes sont toujours adressées à l'*International Tracing Service*. Après la chute du Mur et les changements politiques qui en découlèrent, de nombreux anciens persécutés eurent pour la première fois la possibilité de faire valoir leurs droits. Depuis lors, une avalanche de requêtes s'est abattue sur l'*ITS* avec pour conséquence un retard important dans le traitement des demandes. C'est pourquoi, les demandeurs doivent, pour un traitement conforme au mandat, tenir compte de longs délais d'attente. Les requêtes sont étudiées de manière chronologique, ce qui garantit un traitement équitable de tous les demandeurs.

En 1994, en accord avec la Commission internationale, l'*ITS* a cependant introduit une procédure de traitement accélérée qui permet aux requérants de savoir rapidement si les archives contiennent des informations à leur sujet ou sur des proches. Durant cette procédure, seul le fichier central de noms est vérifié. De notre visite, il ressort que l'*ITS* semble employer un classement archivistique spécifique. Pour chaque nom de personne mentionné dans les nombreux genres de documents, une fiche de référence est établie. A côté des données personnelles d'un persécuté et le lieu de conservation des documents originaux dans le fonds important de l'*ITS*, on trouve également des informations résumées concernant la persécution. Ces fiches de référence sont insérées au fichier principal du fichier central de noms où elles sont classées

par ordre phonético-alphabétique. La vérification de ces fiches de référence permet de constater dans les plus brefs délais si l'ITS dispose de documents pour les demandeurs en question. La digitalisation et l'informatisation de ces fiches de référence et (d'une partie) des collections que la section centrale de traitement des données a réalisées ces dernières années, sont impressionnantes. Le travail de recherche via la vérification informatisée (malheureusement pour l'instant pour les noms de personnes uniquement) se voit donc ainsi accéléré.

C'est peut-être à ce niveau que se situent des perspectives pour la recherche historique en charge de l'ITS et/ou pour l'ouverture des archives aux chercheurs.

Ce problème existait déjà depuis un certain temps et a conduit à des critiques pas toujours légitimes de l'institution. Après notre visite (et sans le moindre lien de cause à effet !) une étape fondamentale a été clairement franchie. Sous l'impulsion du Dr Jan Schokkaert, président de la Commission internationale de l'ITS, un accord a en effet été conclu en début d'année sur un texte de base modifiant ce que l'on appelle les accords de Bonn (qui règlent le mandat de l'ITS). Ce texte de base permet des recherches historiques sous des conditions bien précises. Il doit encore être traduit en arrêtés d'exécution et être approuvé par les Etats membres de la Commission. Cette étape franchie, des kilomètres de 'nouvelles' archives seront ainsi mises à la disposition des historiens.

*Dirk Martin*

### *Une nouvelle collègue pour deux ans*

**Sofie Descamps** (03.10.1977), licenciée en Histoire de la *Rijksuniversiteit Gent* et diplômée de l'*Universitaire Instelling Antwerpen (GAS Bibliotheek- en Documentatiewetenschappen)* a été engagée par le CEGES dans le cadre d'un projet financé par le *US Holocaust Memorial Museum* à Washington pour réaliser l'inventaire des microfilms du Service des Victimes de Guerre en dépôt au CEGES, plus précisément de la partie concernant la déportation politique et raciale hors de Belgique.

# Archives audiovisuelles

## Photothèque

Après avoir connu un certain nombre de difficultés avec quelques firmes contactées pour le scannage de notre collection de photos (les normes de qualité ne rencontraient absolument pas nos attentes), nous avons décidé de prendre nous-mêmes l'affaire en main et de nous charger du scannage. Le programme suit maintenant le planning instauré. Au moment même où ce *Bulletin* paraît, environ 35.000 photos sont scannées, il s'agit du fonds quasi complet des photos concernant la Belgique durant la Seconde Guerre mondiale. De plus, le

matériel photographique scanné est accessible sur notre site *web* et peut de cette manière être consulté par les internautes. A côté du scannage, du contrôle de la qualité des images et de la vérification des légendes, le classement définitif des photos restantes se poursuit. Ainsi, en cette fin d'année 2000, les sections 'France avant la Seconde Guerre mondiale' (environ 10.000 photos) et 'Belgique avant la Seconde Guerre mondiale' (environ 7.000 photos) sont complètement terminées et prêtes à être scannées.

### *Photos inédites de Pierre Daye*

En décembre 2000, nous avons reçu deux albums photographiques comprenant un intéressant ensemble iconographique relatif à **Pierre Daye** (1892-1960), journaliste, écrivain, député rexiste, commissaire général aux Sports sous l'occupation. Les quelque 200 photos et caricatures qui s'y trouvent donnent un bon aperçu de cette personnalité, de sa jeunesse à son exil d'après-guerre en Argentine, où il s'éteignit.

Nous exprimons notre très vive gratitude à la famille **Lesigne** pour ce don généreux qui complète les archives et les manuscrits de l'écrivain déposés au Centre.



*Pierre Daye (à gauche) et Louis Piérard (à droite) en visite chez Thomas Mann le 15 février 1933.  
(Collection CEGES)*

*Le commissaire au Sports Pierre Daye avec les boxeurs Ole Tandberg et Karel Sys.  
(Collection CEGES)*



## Affiches

Le programme, annoncé l'année passée, d'entoilage de notre collection d'affiches verra, très certainement, sa réalisation se terminer pour la mi-2001. Ensuite, nous

entamerons la photographie digitale de ces affiches, qui, *in fine*, seront accessibles à tous sur *Internet* via notre système *Pallas*.

## Expositions

L'exposition itinérante '*Femmes et Guerre*' continue à avoir du succès. En mars 2000, elle était à Bruges, d'où elle a déménagé, successivement, à Gand (avril et mai), à La Panne (juin), à Roeselare (octobre) et, pour finir, à Ostende (novembre). Courtrai l'avait réservée pour le mois de septembre mais le collège des bourgmestre et échevins l'a refusée parce que les textes sur les panneaux étaient bilingues. Souvent, les organisateurs complètent l'exposition avec des données et du matériel locaux ainsi qu'avec des activités culturelles diverses, comme des soirées de poésie,

de musique, centrées sur le thème de la femme dans la guerre.

Nous avons prêté, en outre, au Mémorial Prince Charles (Domaine de Raversijde à Ostende), des photos couleurs d'O. Kropf (collection O. Spronk) concernant les jours de mai 1940 à la côte belge, pour une exposition de photos qui s'est tenue du 13 mai au 11 novembre 2000 et qui avait pour titre '*Mai 1940 en couleurs*'. Nous avons également offert notre collaboration à l'exposition '*Témoins en béton*' qui a eu lieu à Munte (Merelbeke) le 14 mai.

*Frans Selleslagh*

*Jean Van Lierde (au milieu) lors de la remise au Centre de ses collections.*



# Bibliothèque

## Evolution des collections: moissons abondantes mais zones d'ombre persistantes

L'accroissement des collections de la bibliothèque s'est poursuivi à un rythme satisfaisant de l'automne 1999 au déclin de l'an 2000. Indépendamment de la production bibliographique récente – comme à l'ordinaire, la sélection opérée s'est traduite par plusieurs centaines d'entrées nouvelles avec, hélas, une part mineure de contributions spécifiquement belges –, les 'coups de sonde' opérés par nos soins dans le domaine de l'antiquariat se sont révélés fructueux et ont permis de combler certains vides.

Mais il convient surtout de témoigner ici l'expression de notre vive gratitude à toutes celles et à tous ceux qui, par un geste opportun, ont permis d'accroître de façon substantielle notre patrimoine scientifique. Vu le caractère limité de cette rubrique, nous ne pourrions épinglez les noms de tous les généreux donateurs. On nous permettra néanmoins de mentionner quelques dépôts particulièrement remarquables.

Grâce à Madame **Noella Giekere**, de Drogen, nous avons pu introduire dans notre bibliothèque, dès le printemps 2000, 200 à 300 ouvrages relatifs à l'histoire de Flandre et des Pays-Bas au cours du deuxième tiers du XXe siècle. Histoire politique, en général, mais aussi histoire culturelle et militaire. Quelques semaines plus tard, un ami du Centre, Monsieur **Robert Hennart**, qui fut directeur de l'école de journalisme de Lille, a eu l'heureuse idée de nous trans-

mettre un fort bel ensemble de livres et de coupures de presse ayant trait à la géopolitique, aux minorités ethniques européennes ainsi qu'aux problèmes territoriaux des deux guerres mondiales.

Ces documents de provenances variées ne manqueront pas de retenir l'attention des chercheurs qui se pencheront sur les problèmes de nationalités durant la période 1910-1970. De même, grâce à l'obligeance de **Madame Massart**, nous avons pu disposer d'une partie considérable de la bibliothèque de feu son grand-père, Fernand Van Langenhove, qui, comme chacun le sait, joua un rôle éminent dans les sphères des relations internationales. Nous sommes entrés ainsi en possession d'environ trois cents études et travaux s'attachant aux relations internationales, à la question congolaise ainsi qu'aux débuts de la construction européenne. Ces domaines sont à présent bien couverts sur le plan livresque par notre institution. Enfin, une famille qui a tenu à conserver l'anonymat nous a transmis plusieurs dizaines d'ouvrages d'un parent récemment décédé, ouvrages qui ne manqueront pas non plus d'intérêt pour effectuer une approche de la propagande du IIIe Reich ou de l'idéologie nationale-socialiste.

Indépendamment de ces dons, nous tenons à signaler l'introduction dans notre section "Périodiques" d'une collection quasi complète du *Courrier hebdomadaire* du CRISP, collection acquise auprès de Monsieur **Jean Van Lierde**.

Les zones d'ombre figurant dans le champ d'investigation qui est nôtre désormais vont donc se réduisant peu à peu. Il serait toutefois inopportun de faire montre d'une satisfaction excessive. Des absences flagrantes subsistent au niveau de la Grande Guerre, dont l'étude fait depuis quelques années l'objet de nos (pré)occupations, et il en va de même pour l'époque qui a précédé immédiatement ce conflit. Ce déficit notable concerne pour l'essentiel les domaines sociaux et culturels plus que politiques; il peut difficilement être comblé en peu de temps par les apports de l'édition contemporaine, ceux-ci se révélant plutôt faibles. En outre, la décennie 1950-1960 demeure imparfaitement couverte tant pour la 'guerre scolaire' que pour l'analyse des conséquences de la "question royale (tensions de 1950 à 1954 entre la famille chrétienne et le "bloc laïc", processus de marginalisation de l'extrême

gauche). Enfin, les travaux relatifs à l'évolution économique contrastée de nos régions restent eux aussi trop faibles.

Point n'est besoin de faire observer que, ici également, tout 'coup de pouce' extérieur sous forme de dons sera le bienvenu, d'autant plus que les apports financiers réservés à l'accroissement de la bibliothèque subiront une contraction à brève échéance.

Afin de permettre au Centre de poursuivre sa mission, qui est de répondre au mieux à l'attente des lecteurs et des chercheurs, nous ne pouvons qu'encourager les personnes qui souhaiteraient se défaire d'ouvrages historiques à se mettre en rapport avec nos services. Ces ouvrages trouveront sans conteste leur place dans notre institution et le savoir accumulé ne sera pas perdu.

*Alain Colignon*

### *Dernière nouvelle – bibliothèque*

Grâce à une intervention de la Loterie nationale, notre Centre, associé à la Bibliothèque royale de Belgique, sera en mesure de disposer sous peu d'un crédit qui lui permettra de procéder au microfilmage puis à la digitalisation d'une série de journaux (et d'archives) intéressant la période 1939-1945.

En outre, cet accord réalisé avec les responsables de la Bibliothèque royale nous aidera, par un système d'échanges, à compléter nos collections de périodiques. Nous serons ainsi en mesure d'offrir à nos visiteurs un choix encore plus vaste de titres susceptibles d'intéresser leurs recherches.

*Alain Colignon*

# *L'administration belge de 1940 à 1945*

*“Refuge et berceau de modernisation ?”*

Terrain de recherche peu développé, l'attitude des services centraux de l'administration belge pendant la Seconde Guerre mondiale fait l'objet d'une étude au CEGES depuis octobre 1999. Ce projet se centre sur les domaines économique et social, deux secteurs qui ont connu depuis les années 1930 une importance croissante dans la politique gouvernementale.

Il s'agit de repérer les conceptions socio-économiques véhiculées par les 'nouvelles élites' de l'administration et de déterminer leur application concrète dans les lois et arrêtés pris durant le conflit mais également après-guerre.

Une attention particulière est accordée à la genèse de ces théories économiques et sociales. Quel est l'impact des idées de l'Ordre nouveau ou de l' 'école de Louvain' de Dupriez ? Quelle est l'influence des mouvements politiques, des cercles financiers et industriels qui gravitent

autour de l'administration ? Les fonctionnaires qui préparent la nouvelle politique socio-économique forment différents réseaux d'études selon leurs affinités au sein des ministères. Qui sont-ils et où se situe leur part de responsabilité dans la prise de décision ? L'occupant met en place de nouveaux services et modifie les cadres organiques des ministères. Face à ce changement, quelle est la liberté laissée aux directeurs de service pour gérer et appliquer la politique socio-économique ? Une élite nouvelle creuse sa place au sein des directions générales et tente d'imposer ses idées... Dans les années 1950-1960, elle joue un rôle important dans la mise en place de l'organisation économique et sociale. Au même moment, l'administration prospère et s'étend, son interventionnisme croissant entraîne de nouvelles réglementations, une augmentation de personnel qualifié, la décentralisation de ses services,... la guerre est-elle le berceau de ce renouvellement ?

*Bénédicte Rochet*

## *Services de renseignements belges, 1940-1945*

Dans le cadre de promotion des thèses de doctorat, les SSTC ont accordé une bourse de 4 ans à **Emmanuel Debruyne**. Elle servira à l'élaboration d'une étude de l'histoire des services de renseignements belges pendant la Seconde Guerre mondiale.

Grâce à une autorisation d'accès aux dossiers déposés au Centre par la Sûreté de l'Etat, il tirera parti de l'extraordinaire

richesse de cet imposant fonds jusqu'ici peu exploité pour reconstituer l'histoire et le tissu social de ces réseaux de renseignements. L'analyse combinée de ces archives et d'autres sources, notamment orales, devrait permettre de découvrir sous un jour nouveau ce sujet pour lequel subsistent, malgré les avancées considérables des travaux d'E. Verhoeyen et de F. Strubbe, de nombreuses zones d'ombre.

## *La politique allemande du diamant en Belgique durant la Seconde Guerre mondiale*

Le choix, conscient, des autorités d'occupation allemandes de soutenir et d'insérer dans l'espace économique de la grande Allemagne, l'industrie diamantaire anversoise apparaît comme de plus en plus évident, malgré une politique de déjudaisation extrême. L'intention principale était double: un approvisionnement favorable de leur propre industrie de guerre et, à un stade ultérieur, après l'issue de la guerre, l'érection d'un puissant monopole du commerce et du traitement du diamant continental sous contrôle allemand. Une telle construction visait claire-

ment à être le contrepoint du tout puissant monopole de distribution du diamant londonien. Ce qui est étonnant, c'est que le référent allemand dans les affaires diamantaires, T.U. Lemberg, éprouvait des difficultés avec des groupes d'intérêts de l'industrie diamantaire allemande en Rhénanie. Dans le cadre de la redoutable 'politique du moindre mal', les entreprises diamantaires et les diamantaires belges, mais également les autorités belges, furent disposés à collaborer au projet allemand. Quels furent leurs motifs, et quels furent les rapports de force réciproques ?

Tels sont quelques-uns des aspects des recherches entreprises pour réaliser cette étude.

Jusqu'à présent, d'importantes informations ont été trouvées dans les archives de l'Auditorat général et de l'Auditorat d'Anvers. Les enquêteurs de la Sûreté de l'Etat, la police judiciaire et la Mission militaire belge en Allemagne amassèrent de nombreuses archives et de nombreux témoignages et déposèrent leurs conclusions dans des rapports

détaillés. Ces dossiers furent insérés à l'attention de l'Auditeur militaire dans les dossiers répressifs de suspects. Les archives de l'administration militaire allemande en Belgique, qui se trouvent actuellement aux Archives nationales à Paris, apportèrent également des données précieuses en ce qui concerne les plans allemands dans les affaires diamantaires. Dans un avenir proche, ces découvertes seront complétées par un voyage d'étude dans les archives de guerre allemandes et américaines.

*Eric Laureys*



*Le personnel de la taillerie du diamant Govaerts.  
(Photo CEGES)*

# “Pour le Roi et la Patrie”

## *L'engagement de la noblesse belge pendant la Deuxième Guerre mondiale*

La noblesse constitue un groupe bien défini: l'admission d'une personne et de ses descendants dans la noblesse du Royaume est un acte officiel depuis 1814. Toutes les familles appartenant à la noblesse (par reconnaissance de diplômes anciens, par concession ou par admission de nobles étrangers) sont officiellement recensées. L'objet de l'étude est l'engagement des membres de ce groupe social dans la vie politique de l'entre-deux-guerres et sous l'occupation allemande. On constate que l'engagement, qui est une des valeurs de l'état nobiliaire, subit un déclin mais survit aux transformations de l'ère moderne, au suffrage universel, à la crise économique, puis connaît un regain dans la résistance.

Les nobles se sont engagés massivement contre l'envahisseur allemand lors de la Première Guerre (ils sont au moins 1.096, dont plus de la moitié sont des volontaires). Les années d'après-guerre sont difficiles pour ceux qui sont rentrés traumatisés après des années de tranchées. L'influence de cette guerre sur nombre de jeunes gens issus de toutes les grandes familles de la noblesse est telle que se pose le problème de leur réintégration dans leur milieu. Dans les années trente, la crise économique a des répercussions morales plus importantes que matérielles, même s'il y a eu quelques ruines spectaculaires suite à des placements boursiers hasardeux et au krach de 1929.

L'Association de la Noblesse, fondée en 1936, décide de soutenir les nobles qui ont des difficultés matérielles, et les aide à tenir leur rang malgré l'appauvrissement. En effet, lorsqu'un noble est éclaboussé, c'est toute la noblesse qui se sent visée. Elle est très sensible à l'image que la société a d'elle. Ce besoin de reconnaissance, d'affection même, est mis à mal dans l'entre-deux-guerres. La noblesse se sent, peut-être à cause de quelques articles seulement, attaquée et mal aimée. Que serait la noblesse sans l'affection du peuple qu'elle est censée servir ? D'autant plus que depuis le suffrage universel, elle a besoin du soutien du peuple pour garder la place qu'elle estime lui revenir historiquement dans la société.

La noblesse doit continuer à s'engager malgré tous les changements qui s'opèrent. Elle est exhortée par ses représentants les plus éminents, qui ont fondé et qui dirigent l'Association de la Noblesse, à s'engager dans la politique, les œuvres sociales, en un mot dans la vie publique. Elle est également encouragée à accepter les changements intervenus dans la société, par exemple en travaillant comme tout un chacun. Ce discours tenu ou approuvé par des membres de familles illustres stimule une évolution qu'ils savent inéluctable. Cette façon de voir permet aux familles qui ont été anoblies, notamment celles de nombreux industriels qui n'ont jamais été concernées par le principe de dérogeance, de se sentir ainsi

intégrées dans la noblesse. Il est nécessaire d'adapter la noblesse à la société et non le contraire. Cette acceptation de l'évolution sociétale implique aussi celle de l'évolution politique. Mais cette adhésion n'est pas unanime. Les démocrates, qui tiennent ce discours, défendent le système politique belge pour des raisons idéologiques ou parce qu'ils y ont trouvé une place (dans le parti catholique par exemple). Ceux qui en sont exclus et qui ne voient dans le système démocratique que les scandales politiques, sont sensibles aux discours d'un Degrelle ou d'un Van Severen et sont attirés par la solution miracle qu'offrirait un régime autoritaire fort.

Dans l'ensemble, comme le formule Jacques Willequet, "la grande bourgeoisie et l'aristocratie se résignaient plutôt à l'ordre politique qui avait succédé à l'Ancien Régime – de très bonne grâce en Belgique, moins bien ailleurs". Ce "dans l'ensemble" n'est toutefois pas chiffrable.

La Deuxième Guerre réveille dans la noblesse son sentiment le plus fort: le patriotisme. Patriotisme et royalisme sont si intimement liés qu'ils sont indissociables. Et comme le formulait déjà Montesquieu, "(...) point de monarchie, point de noblesse; point de noblesse, point de monarchie". Si la deuxième partie de la formule a pris du plomb dans l'aile, la première reste d'actualité. L'existence de la noblesse est liée au système monarchique. Les épitaphes et annonces mortuaires des membres de la noblesse morts dans la résistance

portent toutes la mention mort "pour le Roi et la Patrie". Ces deux mots résument les motivations qui ont poussé les nobles à s'engager dans la résistance.

Les chiffres démontrent que cette participation a été très importante: sur une population de 8.756 personnes en âge de résister (femmes nées entre 1870 et 1926 et hommes nés entre 1870 et 1928), nous avons recensé 916 résistants. Ce ne sont que des minima car toutes les personnes ayant eu une activité de résistant n'ont pas laissé de traces dans les archives. Les réseaux relationnels et familiaux qui s'étendent sur tout le pays ont favorisé l'activité clandestine. Quant aux nobles qui ont collaboré avec l'occupant, en comptant très large (un certain nombre d'entre eux ont eu des ennuis avec la justice mais ont bénéficié d'un non-lieu ou ont été acquittés), on en dénombre une quarantaine. Ce chiffre et les profils de ces collaborateurs, démontrent que ce sont des marginaux, des exceptions dans une atmosphère générale anti-allemande et très patriotique. Ainsi, aucune des personnes qui ont contribué à la naissance de l'Association de la Noblesse n'a eu maille à partir avec la justice après la guerre.

Les constatations sur l'engagement des nobles dans la résistance seront détaillées dans un contexte plus large, englobant les différentes formes d'engagement avant-guerre et sous l'occupation. Elles feront l'objet d'un livre à paraître aux Editions Racine à l'automne 2001. Cette étude est réalisée sous les auspices du CEGES et des SSTC.

# Un thesaurus approprié au CEGES

*Etat d'avancement du projet "Pallas. Accès intégré et automatisé des collections du CEGES. Elaboration et implémentation d'un thesaurus approprié au CEGES"*

L'élargissement sur le plan du contenu de la version francophone du Thesaurus, que nous démarrions en février 1999, s'est achevé cet été. La publication est disponible depuis fin 2000 et consultable dans la salle de lecture du CEGES.

Le projet trouva son origine dans le développement du système d'accès intégré et automatisé, *Pallas*, à une époque où le Centre s'appelaient encore Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale (CREHSGM). Par le choix d'un système qui offrait un accès intégré aux collections (archives, service audiovisuel, bibliothèque) et qui permettait aux visiteurs d'effectuer de cette manière des recherches simultanées dans les trois sections, un accès thématique sous contrôle était évident. Il fut concrétisé par l'établissement d'une liste d'autorité sous la forme d'un thesaurus, qui fut édité en 1994 sous le titre de *Thesaurus de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale en Belgique (et de la période 1930-1950)*<sup>1</sup>. La traduction néerlandophone était planifiée et existait déjà partiellement sous la forme d'une banque de données.

La liste d'autorité française, internationalement reconnue, RAMEAU (Répertoire d'autorité-matière encyclopédique et

alphabétique unifié) servit de base. Elle fut complétée et accordée aux besoins du Centre à l'aide des mots clés des listes internes existantes pour les archives, la bibliothèque, la photothèque et la collection de périodiques. En accord avec la mission du Centre naquit ainsi un thesaurus qui se consacre à la Seconde Guerre mondiale, ses causes, ses conséquences, et ce, principalement pour la Belgique.

La transformation du CREHSGM en Centre d'Etudes et de Documentation "Guerre et Sociétés contemporaines" (CEGES) en 1997, et la réorientation de la recherche amenèrent des adaptations dans la politique d'acquisitions de la bibliothèque et du secteur audiovisuel. En conséquence, le thesaurus existant n'était plus suffisant et devait être complété, affiné et réimplémenté. L'approbation des SSTC du projet '*Pallas. Accès intégré et automatisé des collections du CEGES. Elaboration et implémentation d'un thesaurus approprié au CEGES*' en offrit la possibilité.

Partant de RAMEAU, nous avons complété le thesaurus existant pour le Centre avec des mots clés émanant du monde culturel, militaire, politique et socio-économique et avec des mots clés qui traduisaient dans les grandes lignes l'histoire à l'étranger du début du 20ème siècle à nos jours. Pour

<sup>1</sup> Patrick TEMMERMAN, *Thesaurus de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale en Belgique (et de la période 1930-1950)*, Bruxelles, Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale, 1994.



# Séminaires

Février - juin 2000

Le 16 février 2000, **Marnix BEYEN** (*KUL*) est venu présenter les résultats de sa thèse de doctorat portant sur la manière dont **le passé national a été revisité en Belgique et aux Pays-Bas, entre 1938 et 1947**. La Seconde Guerre mondiale fut une période de destruction matérielle et de mise en question du droit d'existence et des chances de survie des Etats Nations. De plus, du fait de la guerre et de l'occupation, les structures et relations sociales traditionnelles furent menacées de dissolution. Dans ce contexte, 'l'histoire' s'est vu attribuer une signification particulière. Elle pouvait être utile à 'retraditionaliser' la société déchirée et à confirmer les identités nationales. Ce processus fut mené par tous ceux qui pouvaient, d'une manière ou d'une autre, parler du passé avec une certaine autorité. Bien que la guerre eut joué un rôle central, les processus dont il est question n'étaient pas limités à ce conflit. Il s'agit d'une perspective chronologique plus large allant grosso modo de 1938 à 1947.

La recherche comparative proprement dite se focalise sur des personnes et les institutions qui, revêtues du sceau de l'autorité, pouvaient parler du passé. Il s'agit d'une part des autorités politiques, tant allemandes que belges et néerlandaises, et d'autre part des historiens professionnels travaillant dans les universités et dans les archives. Après 1936, en Belgique, on constate un intérêt croissant pour le nationalisme belge dans l'histoire. Ce furent principalement les historiens catholiques qui insistèrent sur la continuité de la nation

belge à travers les siècles. Aux Pays-Bas, les divers discours historiques qui s'étaient développés à l'intérieur des 'piliers' furent incorporés dans un discours national. Les visions catholiques et protestantes de l'histoire furent réconciliées. La variante libérale de l'idée néerlandaise fut reléguée à l'arrière-plan.

Durant l'occupation, les Allemands furent confrontés à des situations différentes en Belgique et aux Pays-Bas. Les Pays-Bas étaient, d'un point de vue racial, considérés de manière univoque comme 'germaniques', alors que la Belgique était racialement divisée. Les Allemands soutinrent surtout les forces flamandes. Les objectifs des régimes d'occupation divergeaient également. Pour le gouvernement militaire en Belgique, c'étaient la tranquillité et l'ordre qui primaient, alors que l'administration civile allemande aux Pays-Bas pouvait profondément s'ingérer dans la politique culturelle, ce qui fut surtout remarqué au niveau de l'enseignement de l'histoire dans les écoles. En Belgique, l'administration offrait davantage de résistance contre de telles ingérences. Les autorités allemandes en Belgique étaient, par contre, mieux au courant des rapports culturels intérieurs que c'était le cas aux Pays-Bas. Petri, qui aspirait également à une respectabilité académique, joua un rôle clé dans ce contexte. La culture administrative dans les deux pays semblait par ailleurs différente. Aux Pays-Bas, c'était une culture de l'efficacité qui primait, qui prépara le chemin pour une collaboration pragmatique sur des terrains techniques,

surtout dans les secteurs des archives et de l'archéologie. En Belgique, il était question 'd'une léthargie politiquement inspirée', qui compliquait l'influence allemande. C'est surtout dans le domaine des archives que les différences étaient grandes. Après la guerre, les rapports furent vite rétablis et on aspira à une image de l'histoire unifiée, entre autres via l'éducation civique. La question royale en Belgique rendit ce processus difficile parce qu'elle était difficilement conciliable avec un discours patriotique unique.

Le 22 mars, **S. AUDOUIN ROUZEAU**, historien français, a plaidé pour une '**histoire anthropologique**' du soldat. Il est parti du constat que l'historiographie des guerres du vingtième siècle en général et de la Première Guerre mondiale en particulier n'avait pas prêté attention aux combats et aux expériences de combat des soldats. Nonobstant, la violence extrême est une caractéristique principale de l'histoire du vingtième siècle. C'est surtout dans l'historiographie française que ce manque est perceptible. Une des explications de ce phénomène est l'influence des *Annales* qui s'insurgèrent fermement contre 'l'histoire bataille'. Pourtant, une historiographie qui s'intéresse au combat en tant que tel et à la manière dont celui-ci est vécu, est une histoire basique qui permet de mieux comprendre l'expérience de guerre. Cette approche ne peut pas être réalisée en faisant appel à des sources écrites, mais doit être basée sur des objets et l'étude de sites. Parmi les objets, les armes ont une place importante. Elles nous font connaître des techniques qui donnèrent la pos-

sibilité de tuer de manière anonyme, anonyme et grâce à cela 'disculpante'. D'autres types d'objets comme des violons des tranchées permettent à l'historien de mieux connaître la culture des soldats, qui était construite autour du groupe des compagnons d'armes. Les sites constituent un deuxième type de source. Ainsi par exemple, des peintures murales sont conservées dans des grottes à l'arrière du front. Elles montrent des symboles sexuels chargés qui font référence à des modèles universels remontant à la préhistoire. La violence de guerre extrême semble avoir conduit à la régression. Troisième type de source: les cimetières, non les cimetières bien ordonnés qui furent 'montés' par la suite, mais bien les cimetières qui se sont créés immédiatement après les combats. Cette 'archéologie funéraire' prouve que ce qu'on appelle l'égalité devant la mort est un mythe. Les officiers furent systématiquement enterrés à part.

Le 12 avril **Lieven SAERENS** (*Kadoc*) était notre invité. Il fit un récit détaillé de l'**implication de la police anversoise dans la persécution des Juifs (1940-1942)**. Cette thématique fait partie de sa thèse de doctorat. Dans celle-ci, il situe l'histoire d'Anvers et de ses Juifs durant la Seconde Guerre mondiale dans une perspective temporelle plus étendue, qui démarre en 1880<sup>1</sup>. Pour analyser l'attitude de la police anversoise, L. Saerens utilise le critère ternaire de R. Hilberg qui distingue les victimes, les décideurs et les témoins. Ce dernier groupe se scinde dans le cas d'Anvers entre les responsables et le reste de la population. La police appartient au

---

<sup>1</sup> Depuis lors, cette thèse est publiée: Lieven SAERENS, *Vreemdelingen in een wereldstad. Een geschiedenis van Antwerpen en zijn joodse bevolking (1880-1944)*, Tielt, Lannoo, 2000, 847 p.

premier groupe. Lieven Saerens exposa comment le corps de police anversois assistait les Allemands dans le transport des Juifs vers le Limbourg (accompagnement des trains, recherche des Juifs qui ne s'étaient pas présentés dans les temps et exécution des arrestations). Dès mars-avril 1941, la ville eut à faire à une agitation anti-juive croissante (entre autres un pogrome). Durant cette période, le conseil de discipline du barreau d'Anvers radiait les avocats juifs. Quelques mois plus tard, l'administration communale anversoise aidait à la remise des étoiles de David et allait même plus loin en marquant les cartes d'identité de ceux qui venaient chercher l'étoile. A partir d'août 1942, le corps de police anversois participa activement à trois razzias, collabora en ce domaine étroitement avec la *Sipo* et exécuta les ordres de ce service de police allemand. Dans ce contexte, il est explicable qu'il y eut relativement plus de Juifs déportés d'Anvers que des autres villes. Après la guerre, ces événements ne firent pas l'objet d'un procès, mais furent, au contraire, refoulés de la mémoire collective.

Le 11 mai 2000, **J.L. JADOLLE**, historien de l'UCL, éclaira **les activités et les conceptions d'un certain nombre de groupes d'intellectuels catholiques progressistes**, qui répandaient leurs idées principalement via leur propre revue. Il s'agissait des groupes autour de *La Revue nouvelle*, *La Relève*, *Témoignage chrétien* et *Esprit*. Bien que le noyau de chaque groupe fut formé par des intellectuels et qu'entre les groupes, il y avait beaucoup d'interactions et de liens transversaux, chaque groupe avait un caractère spécifique, aussi bien en ce qui concerne la composition que les sphères d'intérêts. *La Revue nouvelle* comprenait surtout des journalistes, des

critiques d'art et des membres du clergé. *La Relève* était plus variée et comptait aussi dans son cercle des politiciens, des fonctionnaires et des industriels. *Témoignage chrétien* correspondait davantage à *La Revue nouvelle*, à la différence que ce groupe comptait aussi des syndicalistes parmi ses collaborateurs, ce qui expliquait son intérêt pour les problèmes des travailleurs. Le groupe *Esprit* était orienté plus académiquement. Il recrutait à l'intérieur de l'Université de Louvain (aussi bien les étudiants que le personnel académique) et auprès des professeurs de l'enseignement secondaire. J.L. Jadolle examina ensuite les orientations des groupes en matière de contenu, aussi bien au niveau religieux que séculier. Au niveau religieux, on s'éloigna de l'Action catholique de l'entre-deux-guerres dans laquelle, en particulier, la 'formation de ghetto' était évaluée négativement. Les intellectuels catholiques progressistes étaient partisans d'une plus grande séparation entre Eglise et Etat et appréciaient le concept de liberté d'une manière bien plus positive. Au niveau profane, les différents groupes adoptaient une attitude critique envers le capitalisme et soutenaient la sécurité sociale et les 'réformes structurelles' en construction. Il y avait cependant d'importantes différences d'accents, surtout dans *Témoignage chrétien* qui adoptait des points de vues radicaux et ne s'opposait par exemple pas aux nationalisations.

*La Relève*, par contre, s'affichait comme plus modérée. Elle s'opposait aux nationalisations et était partisane de réformes sociales moins extrêmes. J.L. Jadolle plaça ces groupes dans un cadre historique plus large, à l'exemple de E. Poulat et des recherches de J.M. Mayeur, et insista sur l'importance du courant sous-jacent inté-

gralistique dans la pensée catholique. Les groupes progressistes après la Seconde Guerre mondiale s'en écartèrent d'une façon telle qu'ils arrivèrent à un *modus vivendi* avec le libéralisme.

La série des séminaires se termina le 7 juin avec **K. BERTRAMS**, historien de l'ULB. Il traita de **la problématique de 'l'américanisation'** sur base d'un programme d'échange mis sur pied pour permettre aux Belges de séjourner ou d'étudier plus ou moins longtemps aux *USA*. Les autorités américaines sélectionnèrent surtout des meneurs d'opinion: présents et à venir. L'objectif souhaité était de 'rentabiliser' l'investissement: les opinions et pratiques américaines devaient autant que possible servir d'exemple dans le pays d'origine. Dans ce cadre, étaient surtout invités des étudiants et des académiciens, mais également des leaders syndicaux et patronaux.

Pour ce dernier groupe, l'idée était de leur faire connaître l'expérience américaine des relations salariales entre employeurs et employés et celle de la productivité. Des initiatives en ce sens furent également financées par d'autres canaux, par exemple, par la création de services spéciaux en Belgique. Les efforts pour promouvoir le modèle américain de relations entre employeurs et employés ne furent pas probants. Les résultats finaux expliquent en effet les limites de l'américanisation en général. Bien que l'investissement ait été important et que différents 'meneurs' aient fait connaissance avec le modèle américain, les résultats concrets furent limités. Les institutions qui furent érigées sous l'impulsion américaine pour augmenter la productivité n'ont pas réussi jusqu'à présent à réaliser une rupture avec les méthodes de production traditionnelles qui restent dominantes.

*D. Luyten*

## **En bref: les prochains séminaires 2001**

### **Mercredi 21 mars 2001**

**Wolfgang BREGENTZER** (CEGES),

*L'exposition universelle de 1958 face aux concepts de nation et de progrès.*

### **Mercredi 18 avril 2001**

**Gerhard HIRSCHFELD** (*Bibliothek für Zeitgeschichte*),

*War Experiences and Mentalities: Mutton dressed as Lamb or a new Approach to the History of the First World War ?*

### **Mercredi 17 mai 2001**

**Godrief KWANTEN** (*KADOC*),

*August-Edmond De Schryver en de ontwikkeling van de consensusdemocratie (1930-1965).*

Les séminaires commencent à **14h.30**, dans la salle de lecture du CEGES, au **Résidence Palace** (Fléchage à l'entrée), 155 rue de la Loi, à Bruxelles (Métro Schuman, sortie Résidence). Renseignements: tél.: 02/287 48 11 - courriel: cegesoma@cegesoma.be.

# Diamant, Diamantaires en Diamantbewerkers, 1900-1950

## Journée d'étude

Le 17 novembre, le CEGES organisait en collaboration avec l'*AMSAB-Instituut voor Sociale Geschiedenis* une journée d'étude sur l'industrie diamantaire en Belgique. Divers aspects de cette branche de l'industrie entre 1900 et 1950 ont été abordés au cours des différents exposés.

**Jan Walgrave**, esquissa l'historique de l'industrie diamantaire et indiqua un certain nombre de nouvelles pistes de recherche. **Martine Vermandere** et **Rudi Van Doorslaer** traitèrent de l'histoire sociale de cette industrie. M. Vermandere se pencha sur le fonctionnement du syndicat socialiste des diamantaires et sur sa lutte syndicale. R. Van Doorslaer analysa la position, le rôle et l'impact des travailleurs diamantaires juifs dans le mouvement ouvrier socialiste. **Raf Hillen** esquis-  
sa le rôle de la *Volksverwering* (Défense du Peuple) dans l'agitation contre les Juifs qui se manifesta dans le secteur du diamant, puis, attira l'attention sur l'action de boycott contre l'Allemagne nazie. Deux exposés traitèrent spécifiquement de l'influence des guerres sur ce secteur: **Yves Vassart** examina de quelle façon le gouvernement belge tenta de maintenir la position de l'industrie diamantaire anversoise durant et immédiatement après la Première Guerre et **Eric Laureys** fit part de ses recherches sur l'organisation de la spoliation des diamantaires anversois durant la Seconde Guerre.

Bien que la journée d'étude se voulait une introduction et un stimulant pour des recherches futures, quelques constats intéressants furent établis. Ainsi, se dégagè-

la spécificité du secteur en matière de syndicalisme et de relations entre employeurs et employés. Le syndicalisme dans l'industrie diamantaire engendrait un type particulier de meneurs syndicaux. Différents orateurs signalèrent notamment les opinions et positions remarquables du dirigeant du syndicat socialiste. Le caractère particulier du comportement syndical résulte des caractéristiques économiques de l'industrie diamantaire. Ce secteur était économiquement fort fragmenté, ce qui allait de pair avec un marché du travail fort segmenté où le travail émigré occupait une place spéciale. Les deux guerres mondiales furent importantes, surtout au niveau des rapports de forces entre pays possédant une industrie diamantaire. La Seconde Guerre mondiale conduisit, suite à la persécution des Juifs, à un renouvellement des relations à l'intérieur du secteur. L'autorité fit, comme après la Première Guerre mondiale, tout pour qu'Anvers puisse, au plus vite, jouer à nouveau son rôle éminent de centre diamantaire.

Divers orateurs lancèrent un appel pour mettre des sources à la disposition de la recherche. La bonne collaboration entre les deux centres de recherche et le *Hoge Raad voor de Diamant*, où se déroulait la journée d'étude, laisse présager un certain optimisme en la matière.

La revue *Brood en Rozen* rendra compte des différentes communications dans son dernier numéro de 2000. Le CEGES, pour sa part, publiera sans doute les contributions inédites dans un de ses prochains *Cahiers d'Histoire du Temps présent*.

*Dirk Luyten*

# *Appel à contributions*

*Colloque international "Guerre et économie",  
CEGES - Novembre 2002*

Les conflits à grande échelle font véritablement partie de l'histoire du 20<sup>e</sup> siècle. Faire la guerre a des implications militaires mais aussi économiques. Ce constat vaut certainement pour le 20<sup>e</sup> siècle, durant lequel la guerre a acquis un caractère 'total' et, à l'évidence, technologique. Faire la guerre ou s'y préparer signifie investir, produire efficacement et trouver les moyens pour financer cet effort économique. Il en va de même, mutatis mutandis, pour la politique de défense en période de paix.

En dépit de son impact considérable sur les sociétés européennes, les recherches sur les rapports entre économie et défense sont encore balbutiantes. L'attention s'est surtout focalisée sur l'industrie militaire et l'armement. Des thèses de doctorat récentes ont porté sur l'impact des efforts militaires sur l'économie <sup>1</sup>. Des recherches ont été effectuées sur les dimensions actuelles du commerce des armes et sur les rapports entre économie de l'armement et société <sup>2</sup>.

Notre objectif est à la fois de nous inscrire dans l'optique de ces recherches mais également d'en enrichir la thématique. La question centrale est de savoir de quelle

manière l'économie a été préparée ou impliquée dans l'effort de guerre ou de défense d'un pays. Outre l'industrie de la défense, seront également abordés: les aspects financiers; les aspects sociaux (comment les travailleurs et leurs organisations sont-ils mêlés à l'effort de guerre ou de défense ?); les aspects politiques et institutionnels (comment l'adaptation de l'économie aux besoins de guerre ou de défense est-elle encadrée sur le plan politique et administratif ?).

A l'intérieur du cadre chronologique qui s'étend des années 1930 à 1960, différents sujets ou angles d'approches peuvent être abordés. La contribution peut porter sur un conflit déterminé, ou sur un ou plusieurs acteurs (par exemple, l'industrie) pendant une période chronologique donnée. Les propositions peuvent également avoir pour objet des processus sociaux plus généraux en rapport avec la manière dont l'économie est préparée ou impliquée dans un effort de guerre ou de défense (par exemple: la mobilisation de l'économie belge pour l'effort de guerre allié après la Libération). Inversement, il peut aussi être question de l'impact de l'effort de guerre sur la vie économique.

---

<sup>1</sup> T. GEIGER, *Studies in the political economy and economic impact of British defence expenditure and American military aid to Britain, 1945 – 1955*, thèse de doctorat, Université d'Aberdeen, 1998.

<sup>2</sup> B. ADAM, J.-L. BONMARIAGE, A. DUMOULIN & L. MAMPAEY, *Union Européenne et exportations d'armes*, dossiers du GRIP, IV-V.1995; G. AYACHE & A. DEMANT, *Armements et désarmement depuis 1945*, Bruxelles, 1991; L. MAMPAEY, *L'industrie belge de défense. Adaptation, consolidation et mythe de la reconversion*, dossiers du GRIP, IV.1998.

Ces différents thèmes feront l'objet d'un colloque international organisé par le CEGES dans le courant du mois de novembre 2002. Les chercheurs qui veulent y prendre part sont invités à introduire une proposition de contribution (titre et résum

mé d'une page). Celles-ci feront l'objet d'une sélection. Les propositions sont attendues pour le 1<sup>er</sup> avril 2001 chez **P. Deloge** ou **D. Luyten**, à qui vous pouvez également vous adresser pour toute information complémentaire.

*Dirk Luyten*

### **Dirk Luyten**

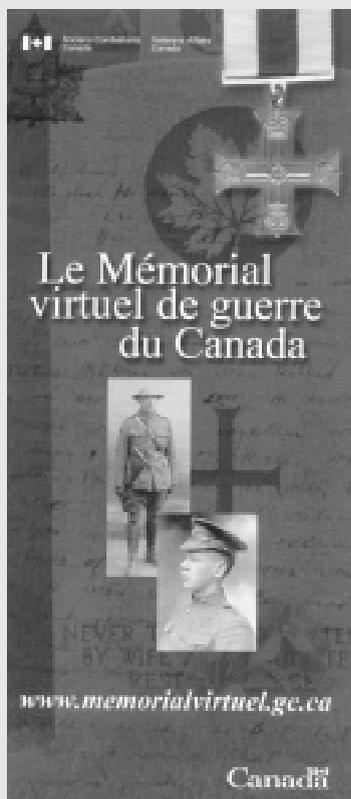
Centre d'Etudes et de Documentation "Guerre et Sociétés contemporaines"  
Résidence Palace Bloc E / Rue de la Loi, 155 - Bte 2 / 1040 Bruxelles  
Tél.: 02/287 48 11 – Fax: 02/287 47 10 – Courriel: dirk.luyten@cegesoma.be

### **Pascal Deloge**

Courriel: pascal.deloge@village.uunet.be

## *Le Mémorial virtuel de guerre du Canada*

Dans le cadre de l'initiative 'Canada branché', le programme des 'Collections numérisées du Canada' (la plus vaste source de contenu canadien sur internet)



a donné la possibilité à plus de 2.500 jeunes Canadiens d'acquérir une expérience de travail en les amenant à créer des sites Web multi-médias et à numériser des projets. Parmi ces projets, il en est un assez exceptionnel et à découvrir: le Mémorial virtuel de guerre du Canada ([www.memorialvirtuel.gc.ca](http://www.memorialvirtuel.gc.ca)).

Il s'agit d'une base de données reprenant des renseignements sur plus de 116.000 Canadiens et Terre-Neuviens qui ont donné leur vie au cours des principaux conflits qui ont eu lieu depuis 1884. Pour chaque personne, on trouve différentes données: numéro matricule, date du décès et âge du soldat, unité, régiment, armée et grade, citations, titres et décorations ainsi que des renseignements sur le lieu d'inhumation. Un attrait supplémentaire de ce site est qu'il invite les Canadiens à participer à sa création en envoyant des images numérisées de photos, de lettres, de cartes postales et d'autres souvenirs. La base qui a servi à la réalisation de ce Mémorial virtuel est la collection des 'Livres du Souvenir du Canada'.

# Excursion annuelle des ‘Amis du Ceges’ à Raversijde

Le 9 novembre, l’asbl ‘les Amis du Ceges’ se rendait au Domaine de Raversijde. Cet ancien domaine royal de Léopold II fut durant les deux guerres mondiales incorporé dans la défense côtière allemande, puis devint la demeure du Prince Charles dès 1950. En 1981, l’Etat belge acquit ces 50 hectares. La journée débuta par la visite du Musée de plein air du Mur de l’Atlantique (c’est à dire les positions de la batterie *Saltzwedel neu* de 1941 qui devait d’abord assurer la défense du port d’Ostende et qui fut ensuite incorporée dans le Mur de l’Atlantique après 1942). Cet ensemble exceptionnel a été

réaménagé dans l’état tel que le *feld-maréchal Rommel* l’a découvert lors de sa visite en 1943.

L’après-midi fut consacrée à la visite du Mémorial Prince Charles (exposition biographique illustrant sa vie au moyen de photos, de souvenirs personnels, d’uniformes et d’objets d’art) et à la découverte de l’exposition temporaire “*Mai 1940 en couleurs*” qui fait revivre les derniers moments de la campagne des 18 jours à la côte belge par le biais notamment de photos en couleurs prêtées par le CEGES (collection Otto Spronk).

*Isabelle Ponteville*



Position n° 18 avec artillerie antiaérienne 2 cm.  
(Coll. ECPA, Paris)

# Congrès à Cordoue et à Séville

Dans le sillage du 14ème Congrès international du Conseil international des Archives, la Section des Archives des Universités et des Institutions de Recherche a tenu cette année son propre **congrès à Cordoue**, ville hispano-mauresque qui a encore conservé de nombreuses traces de son passé moyenâgeux.

Le congrès se penchait surtout sur l'aspect d'automatisation et de conservation des archives digitales. A ce sujet, une présentation du système d'accès aux archives *Pallas* fut faite par son initiateur, le CEGES. Suivit immédiatement après, à titre de comparaison, la présentation d'un système semblable développé par des collègues australiens, l'*HDMS (Heritage Document Management System)*. Ce dernier système est un peu plus vieux, et a depuis le début davantage pris comme point de départ la gestion active des documents, alors que *Pallas*, dans sa première phase s'était surtout centré sur la *description* des archives. Il est remarquable de voir dans quelle mesure deux systèmes, totalement fabriqués à l'écart l'un de l'autre, semblent pourtant posséder un

certain nombre de ressemblances fondamentales et évolueront dans le futur, de manière de plus en plus rapprochée. Un deuxième constat, est le contraste douloureux nord-sud qui remonte à la surface. Même si de telles comparaisons de système sont naturellement intéressantes pour des pays du tiers-monde, il reste un fait établi que, par exemple en Amérique du Sud, de nombreuses universités n'ont pas accès aux ordinateurs. Dans certains cas (Afrique), ils sont déjà contents d'avoir de l'électricité toute la journée.

Le **congrès principal**, qui se déroula à **Séville**, craqua quelque peu sous son propre poids. Avec plus de 3.000 participants, les organisateurs avaient opté pour une organisation monolithique. Ainsi, les conférences ressemblèrent souvent à un événement dans un stade de football, et de discussions il ne put pas vraiment être question. Heureusement, il y avait encore les couloirs de promenades, qui sont comme souvent, la partie la plus intéressante des congrès internationaux grâce aux nouveaux contacts qui s'y font et aux conversations qui s'y échangent.

*P. Temmerman*

Le site Internet <http://www/cegesoma.be> du CEGES permet, désormais, la consultation en ligne de *Pallas*, le catalogue intégré de sa **Bibliothèque**, de ses fonds d'**Archives** et de sa **Photothèque**.

# *La France du repli: les réfugiés dans le Midi en 1940*

Du 10 au 14 mai 2000, l'association Arkheia de Montauban a organisé un important colloque international intitulé "*La France du repli*" consacré à l'exode de mai 1940 dans le Midi. Cette approche internationale s'imposait: cette région fut le lieu vers lequel fuirent des centaines de milliers de personnes, en provenance de toute l'Europe, cherchant à échapper à l'invasion nazie.

Ce repli, que l'on nomme chez nous exode, fit exploser la région. Le Tarn-et-Garonne ainsi que l'Hérault furent parmi les départements français les plus surchargés. Les Belges en particulier constituèrent la population la plus nombreuse et une demi-journée du colloque leur fut exclusivement consacrée (communications de **Sabine Meunier**, **Margareta Boon** et **José Gotovitch**). Si la fameuse série de la RTBF et l'ouvrage qui en résulta<sup>1</sup> nous avaient appris l'importance de cet exode et ses mille particularités, le tour des départements effectué par une série de chercheurs mit cette présence en exergue. Ces recherches ont mis en lumière la mobilisation des autorités et des populations locales dans l'accueil de cette masse inattendue, aux statuts et langues multiples, aux traditions diverses, aux peurs et misères variées. Des républicains espagnols aux Juifs allemands, des Autrichiens aux Italiens antifascistes, cette 'micro Europe'

apporta avec elle des problèmes de nature parfois opposée auxquels il fallut bien donner des solutions. En première ligne, maires et préfets, médecins et administrateurs français, mais aussi relais spécifiques car cela ne pouvait suffire: églises protestante et catholique, filières américaines *Quakers*, Juifs. A Montauban même, un secrétariat social catholique œuvra avec continuité au profit des Belges, mais également un consul, dont la veuve était présente et dont les archives sont au CEGES. **Stanley Hoffman**, empêché, fit projeter son témoignage sur son passage dans la région alors qu'il était encore enfant. Sabine Meunier présenta sur base de son mémoire de licence, le périple des Juifs allemands déportés de Belgique dans les camps du Sud-Ouest. Madame Boon présenta le journal de son oncle rédemptoriste réfugié et actif à Montauban en 1940 ainsi que l'action de son père, dirigeant de la radio. La présentation générale de l'organisation belge me revint. Un gros regret: que le colloque n'ait pu profiter du travail alors en cours de **W. Causteur** sur le sujet<sup>2</sup>.

Ce colloque foisonnant a révélé toutes les potentialités qui demeurent encore dans les archives départementales françaises sur la présence belge, sa structuration, sa nature. Une foule de sujets s'ouvrent aux chercheurs pour peu que l'on puisse

<sup>1</sup> Jean VANWELKENHUYZEN & Jacques DUMONT, *1940. Le grand Exode*, Paris/Gembloux, Ed. Duculot, 1983, 335 p, ann., ind., 8°.

<sup>2</sup> W. CAUSTEUR, *La présence belge en France, 1940-1942*, mém. lic. ULB, Bruxelles, 2000.

profiter des ressources locales. Les actes seront publiés chez Privat mais le résumé des communications a déjà fait l'objet d'un numéro spécial de "*Migrance*"<sup>3</sup>. Signalons que W. Causteur s'est attaqué à une étude sur la population belge en France s'étendant aux années 1941 et 1942, période beaucoup moins connue. Enfin, ce 29 novembre, une thèse d'Etat

consacrée aux camps du Sud-Ouest de 1939 à 1946 a été soutenue à Paris par Denis Peschanski, connu pour ses travaux sur Vichy et sur les Tsiganes en France. Ce doctorat fait une large place aux Belges et étrangers déportés de Belgique en 1940. Nous aurons l'occasion d'y revenir lors de sa prochaine publication.

*José Gotovitch*

<sup>3</sup> Paris, Editions Génériques, Premier trimestre 2000.

## *Jeunesse et Société:* un numéro spécial des *Cahiers*

Le prochain numéro des *Cahiers d'Histoire du Temps présent*, dont la sortie est prévue vers mars 2001, sera entièrement consacré à la problématique de la **jeunesse dans la société belge** au XXe siècle. Fort de plus de 350 p., il comportera au moins huit articles. Une large place sera faite à l'analyse des mouvements de jeunesse, une originalité de ce dernier siècle. Seront ainsi abordés les structures de jeunesse socialistes en Flandre et en Wallonie, en particulier dans l'entre-deux-guerres, le monde scout francophone à travers ses images pieuses, les mouvements de jeunesse flamands surtout catholiques via leurs rapports avec le passé et, enfin, un mouvement juif 'progressiste' de la Libération jusqu'aux remises en question des années 60 et 70. Le monde étudiant ne sera pas oublié puisqu'un article traitera de l'évolution de l'Association des Etudiants flamands depuis la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la fin des années 70. Enfin, deux études sortiront du cadre des organisations de jeunesse pour se pencher, l'une sur les conflits de générations à travers les plaintes parentales pour filles 'indociles' auprès du tribunal pour enfants d'Anvers à la veille et au lendemain de la Première Guerre mondiale, l'autre sur la participation des jeunes à la Résistance au cours du second conflit mondial dans le Hainaut.

Rappelons que les **Cahiers** sont disponibles via une formule d'abonnement pour deux numéros au prix de 1.200 BEF (29,7 €) pour la Belgique, de 1.400 BEF (34,71 €) pour l'Europe et de 1.500 BEF (37,18 €) pour les pays situés hors de l'Europe (par virement au n° 000-0000159-62 du CEGES-SOMA avec la mention CHTP, n°s ...). Des numéros séparés peuvent être commandés de la même manière au prix de 800 BEF (19,83 €) (Belgique) et de 900 BEF (22,31 €) (étranger).

# Colloque “Politique culturelle et recherche historique en Europe” à Milan

À l’occasion de son cinquantième anniversaire, notre institution-soeur italienne, l’*Istituto Nazionale per la Storia del Movimento di Liberazione in Italia (INSMLI)* de Milan, organisait les 18 et 19 février 2000 un colloque international ayant pour thème “*La mémoire collective de la Seconde Guerre mondiale et la politique des autorités et des institutions publiques à ce sujet*”. C’est devant un public d’environ 200 personnes que la parole fut prise par des représentants du réseau des instituts européens d’étude de la Seconde Guerre mondiale et de l’Histoire contemporaine d’Amsterdam (**Hans Blom** et **Peter Romijn** du *NIOD*), de Paris (**Henri Rousso** de l’IHTP), de Bruxelles (**Dirk Martin** du *CEGES*). Mais également par des instituts italiens (non-universitaires) pour l’histoire contemporaine ainsi que par des représentants d’instituts italiens pour l’histoire de la résistance, associés à l’Institut national organisateur. La clôture du colloque par le président **Giorgio Rochat** éclaircit une fois de plus la vision italienne du thème du colloque, ou plus précisément celle de l’*INSMLI*. Au cours de son exposé, dont nous reproduisons les axes essentiels, il déclara notamment: “-Le renouvellement des contacts avec les principaux instituts historiques européens (non-universitaires) qui, comme notre institution, prennent l’étude du ‘fascisme nazi’ et de la Seconde Guerre mondiale comme point de départ pour l’étude de tout le 20e siècle. Au niveau politico-organisationnel, ces

institutions bénéficient déjà d’une autonomie scientifique complète et travaillent principalement avec des subides publics (complétés par le sponsoring et des allocations spécifiques). Rappelons que le modèle américain, dans lequel les institutions dépendent complètement des dons et des sponsors, est fort lié à une réalité socio-culturelle (et fiscale) qui est trop différente de la nôtre pour en tirer un exemple pour nous; - le renouvellement des contacts avec les principaux instituts de recherche nationaux (non-universitaires) qui étudient l’histoire du 20e siècle. Des contacts et des discussions réciproques, il ressort que l’autonomie scientifique dont ces institutions bénéficient est limitée par une mauvaise politique de la part des pouvoirs publics qui négligent le rôle irremplaçable que ces institutions jouent dans le développement de la culture et de la recherche historique. Cette mauvaise politique se traduit par une insuffisance d’allocations publiques (moins de 20 milliards de liras pour environ 150 instituts culturels reconnus d’intérêt national) et plus précisément par l’(inexplicable) intégration non renouvelée des institutions culturelles dans la nouvelle structure du Ministère de la Culture, qui notez-le bien en exerce la tutelle ministérielle”.

Rochat parla également du souvenir et de la recherche scientifique. Il conclut en ces termes:

- “Les contacts avec les institutions-soeurs italiennes et européennes (ainsi qu’américaines) sont une absolue nécessité si on veut éviter des clivages au niveau national et provincial, une sclérose en rapport à la thématique de chaque institut et l’application tardive ou la non-application de nouvelles méthodes et perspectives de recherche;
- Au moment où presque toutes les forces politiques semblent être d’accord pour oublier l’histoire et que les médias privilégient des formes de révisionnisme instrumental et superficiel, il est absolument nécessaire que les instituts de recherche entament la lutte contre toutes les formes d’effacement du passé. C’est leur tâche de conserver l’ensemble de la documentation historique et de remplir un rôle critique pour aller à l’encontre d’une politique à œillères et d’un nivellement total des valeurs et opinions;
- L’antifascisme joue un rôle fondamental pour les instituts de recherche sur la résistance et – probablement dans une autre mesure – pour la plupart des institutions étrangères et italiennes qui ont participé au Congrès (une mise au

pas artificielle des institutions n’est d’ailleurs pas souhaitable). Il s’agit d’un antifascisme qui rejette toute forme de culte de commémoration et de dogmatisme, mais qui veut d’autre part rattacher des valeurs comme la liberté et la démocratie à l’expérience concrète de la longue lutte contre le ‘fascisme nazi’ (également dans ses moments les plus difficiles) pour éviter que tout ceci ne s’ensable dans des lieux communs. C’est précisément parce qu’il agit comme soutien des valeurs telles que la démocratie et la liberté que l’antifascisme est une garantie pour l’aspect sérieux et scientifique de la recherche historique qui est ouverte à toute les formes de critique historique, contre toutes les formes d’oubli et de révisionnisme”.

Le colloque a permis de saisir la spécificité d’un certain nombre d’instituts italiens d’histoire contemporaine. La vision de Rochat sur une approche scientifique dans le prolongement de l’antifascisme et sur la place centrale continue de la Seconde Guerre mondiale dans les écrits d’histoire contemporaine n’est pas si évidente. La discussion est loin d’être close...

*Dirk Martin*

## Deux mandats de recherche reconduits

Celui de **Stephanie Waeyenbergh**, attachée, a été reconduit pour un an dans le cadre du projet “*Pallas. Accès intégré et automatisé des collections du CEGES. Elaboration et implémentation d’un thesaurus approprié au CEGES*”.

Celui de **Bénédicte Rochet**, attachée, étudiant “*L’Administration belge pendant la Seconde Guerre mondiale: berceau et refuge de la modernisation ?*”, a également été reconduit pour un an.

# Congrès international des Sciences historiques

C'est à Oslo que s'est tenu cet été (6-13 août) le 19<sup>e</sup> congrès international des Sciences historiques. Pour rappel, cette manifestation se déroule tous les cinq ans; la précédente ayant eu lieu à Montréal en 1995. Trois thèmes majeurs, 103 sessions et 800 communications, tel pourrait être en très bref le bilan de cette gigantesque manifestation. De par son ampleur (environ 2.200 participants), la diversité des participants et les thèmes retenus, le colloque mérite que l'on s'y attarde. C'est l'occasion de s'arrêter aux nouvelles tendances, au 'progrès' enregistré. Cela peut également être l'occasion de réfléchir au cadre dans lequel l'historien travaille, les glissements qui s'y sont produits et leurs conséquences sur le plan du fonctionnement des chercheurs et des institutions.

S'il est de bon ton de souligner le caractère multiculturel d'un tel événement, il convient immédiatement d'y ajouter la modestie de la participation de certaines parties du globe et l'absence de certains pays. La communauté des historiens demeure majoritairement le produit de sociétés riches et rares étaient les historiens africains ou les ressortissants de certains Etats asiatiques. Un tel colloque est également un bon instrument de mesure de la domination anglo-saxonne: presque toutes les communications se font en anglais et il en va de même de la littérature citée. C'est un fait qu'il convient de ne pas perdre de vue. Pour être lu, mieux vaut publier en anglais. Cela n'est bien sûr pas neuf mais

le colloque d'Oslo a été une nouvelle confirmation de ce fait.

Quatre chercheurs du Centre y ont participé. **Chantal Kesteloot** s'était vu confier la charge de 'discutant', fonction qu'elle partageait avec **Henry Rouso**, le directeur de l'IHTP, dans le cadre du thème spécialisé "Mémoire et Identité collective: comment les sociétés gèrent et construisent leur passé". Cette session, présidée par le professeur **Estevão de Rezende Martins** de l'université de Brasilia, réunissait un panel international d'historiens dont les communications portaient tout à la fois sur la question de l'instrumentalisation des textes indiens anciens, sur la mémoire australienne des deux guerres mondiales ou encore sur les rapports conflictuels des sociétés avec leur passé que ce soit dans le cas de l'Allemagne, de l'Australie, d'Israël ou du pays basque. Point commun des diverses communications: les rapports difficiles entre mémoire, identité et histoire. **Dirk Luyten** a, quant à lui, activement participé aux sessions évoquant d'une manière ou d'une autre les questions d'histoire sociale et économique. **Willem Erauw** a présenté, dans le cadre des "poster sessions", ses récents travaux sur le thème "Writing Global History in the Year 2000. Narrative Representation Beyond Modernist and Postmodernist Theories of History". Quant à **José Gotovitch**, outre sa participation active aux travaux de la Comité international d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale, il a participé à diverses séances évoquant

les grands enjeux historiques contemporains, depuis la question du totalitarisme et l'ouverture des archives soviétiques aux séances de l'*Association internationale d'Histoire contemporaine de l'Europe*.

## Oslo: les grandes tendances

Le premier grand thème abordé portait sur la mondialisation de l'histoire dans ses possibilités d'universalité mais aussi dans ses perspectives de rencontres culturelles à travers la discipline historique. Si la perspective d'une histoire universelle est à l'évidence très séduisante, elle se heurte à la réalité des pratiques, à la nécessité de recherches approfondies et à l'étude des phénomènes dans leur contexte. L'approche comparative est bien entendu indispensable mais se pose à chaque fois la question des fondements et de la motivation véritable du comparatisme.

Le deuxième grand thème avait pour objet les problématiques de "Millénaires, temps et histoire". La chronologie, perçue comme évidente, s'inscrit dans le registre du culturel. Chaque civilisation à travers le monde en a bien évidemment une perception propre mais, dans le contexte d'une civilisation spécifique, il s'agit aussi d'une notion variable dans le temps et l'espace.

Le troisième thème s'inscrivait dans le questionnement très présent aujourd'hui des usages de l'histoire et de la responsabilité de l'historien. Cette question nous renvoie à son tour aux rapports difficiles qu'entretiennent histoire et mémoire. L'historien se veut lucide et dénonce la confusion qui ne cesse de se développer dans le public entre ces deux démarches complémentaires certes mais

Ci-dessous, Chantal Kesteloot et Dirk Luyten évoquent chacun un des aspects du congrès tandis que José Gotovitch fait le point sur le Comité international d'histoire de la Seconde Guerre mondiale.

ayant chacune une véritable spécificité. Les réflexions sur les usages de l'histoire et la responsabilité de l'historien s'inscrivent dans le prolongement de ce que Gérard Noiriel a qualifié de "crise de l'histoire". Au-delà des interrogations sur le statut de l'histoire comme récit, on semble revenu de l'ère des doutes. L'histoire est certes récit mais elle tend à établir le vrai, à être une quête permanente de vérité tout en intégrant la nécessaire réserve dans des questions d'objectivité et de relativité.

Un tel colloque permet également de constater la diversité des pratiques et la lenteur de certains changements. De toute évidence, il ne suffit pas de clamer l'ouverture de nouvelles archives pour qu'aus sitôt suivent des productions de qualité. A côté de ces grands thèmes, le colloque comprenait 20 thèmes spécialisés et 25 tables rondes. Impossible bien évidemment d'assister à l'ensemble des séances et de rendre compte de l'intégralité des discussions.

Nous nous limiterons donc à quelques réflexions générales. A travers les thèmes majeurs émerge une grande tendance, celle d'une scientificité ou tout au moins d'une volonté de scientificité accrue. L'histoire se veut discipline scientifique et, pour consolider son assise, elle n'hésite pas à emprunter de plus en plus à la philo-

sophie, non seulement à sa rhétorique mais aussi à son jargon, une évolution qui pose le problème de la lisibilité de certaines contributions et des rapports entre histoire et demande sociale. Le questionnement sur la méthode et sur la légitimité du discours et des pratiques historiques s'inscrit dans cette perspective. L'interrogation, et elle transcende l'ensemble des questions abordées, porte à la fois sur la professionnalisation, la légitimité des pratiques, les doutes qu'elles suscitent et les modalités de transmission des savoirs.

Parmi les autres sujets évoqués à Oslo, signalons l'importance prise par les écoles travaillant sur les questions liées au genre, questions qui débouchent aujourd'hui sur des recherches portant sur la masculinité et ses représentations. Ces 'nouvelles recherches' sont particulièrement stimulantes en ce sens qu'elles conduisent à un réexamen fertile de certitudes anciennes. Elles s'inscrivent également dans la pluralité des approches, un signe incontestable de la nécessaire modestie de toute démarche. Un autre constat qui nous incline à la modestie est le phénomène de 'mode'. De plus en plus, certains sujets sont au goût du jour. Ils suscitent des réflexions qui deviennent trop rapidement des certitudes et qui se voient à juste titre contestées quelques années plus tard. Ainsi en est-il du "*linguistic turn*" encensé à Montréal et battu en brèche à Oslo. Ce phénomène

des "modes historiographiques" suscite une autre réflexion. L'historien doit-il y succomber pour répondre à une demande et produire trop rapidement des contributions séduisantes à première vue mais contestables dès lors qu'on les décortique en profondeur ? L'histoire ne mérite-t-elle pas mieux ?

D'autres thèmes plus anciens sont ré-examinés sous l'angle d'une nouvelle grille de lecture. L'histoire sociale dépasse la perspective des recherches sur les mouvements sociaux pour s'intéresser à la notion de travail et à son évolution dans le temps et dans l'espace; l'histoire de l'éducation s'articule autour de pratiques sociales de l'écriture et de la lecture.

A l'heure des bilans, la réflexion se veut en demi-teinte. Ce genre de colloque est utile et même indispensable mais les discussions de coulisse ou les sessions 'plus modestes' y sont parfois plus productives que bien des assemblées plénières qui tiennent plus du *show* (même si l'histoire peut aussi être un *show*) que du colloque scientifique.

La présence et le rôle joué à Oslo par l'historien Eric Hobsbawm <sup>1</sup> nous semble devoir être épinglée. Loin du rejet stérile d'une histoire engagée, sa présence conforte la conviction que l'heure est aux débats sans parti pris pour une discipline en harmonie avec elle-même.

*Chantal Kesteloot*

---

<sup>1</sup> Auteur notamment de *L'Age des extrêmes. Histoire du court XXe siècle*, Bruxelles, Complexe/Le Monde diplomatique, 1999.

## Le défi de l'internationalisation

Un premier constat est celui de l'internationalisation croissante de la recherche. Différents continents et nationalités étaient représentés au congrès. L'internationalisation de la recherche ne se reflète pas uniquement dans le grand nombre de pays représentés mais également dans la façon dont la recherche est élaborée et présentée. La présentation de résultats de recherches plus ou moins achevées, produits de réseaux existants fonctionnant bien et dont les membres se rencontrent régulièrement, est une première facette de cette évolution. L'exposé qui en est fait au congrès constitue l'annonce anticipée d'un ouvrage. C'était le cas de la session "Développement économique et construction de l'Etat-nation dans l'histoire". Une autre approche consiste en l'organisation de sessions réunissant des chercheurs dont les contributions ne s'inscrivent pas dans le cadre de contacts structurés et où sont plutôt présentées des recherches individuelles en cours. Leurs résultats sont moins 'aboutis' et sont surtout intéressants pour mettre à jour de nouveaux thèmes (par exemple la session intitulée "Coopération et système économique coopératif").

Tant les Etats-Unis que la Grande-Bretagne étaient très bien représentés au congrès. Cette situation résulte de leur avantage linguistique – dans le monde historique, l'anglais devient également de plus en plus la *lingua franca* – du nombre de chercheurs et des traditions. Néanmoins, la participation importante de chercheurs allemands était manifeste. Ne doit-on d'ailleurs pas s'attendre à ce que les méthodes d'approche et les thèmes allemands (cfr ce que l'on appelle la *Alltags-*

*geschichte* et l'intérêt pour l'étude de la Seconde Guerre mondiale) ne gagnent en importance à l'avenir ? La chute du Mur peut également remettre en question les rapports existants sur ce plan. Une série de pays de l'ancien bloc de l'Est appartenaient, avant la Seconde Guerre mondiale, à la sphère d'influence culturelle allemande. Vont-ils à nouveau s'orienter vers l'Allemagne ou chercheront-ils, au contraire, à se rattacher directement à l'univers anglo-saxon ? Dans le premier cas de figure, l'impact des historiens allemands en sera accru sur le plan international. Cette position est déjà internationalement forte; de nombreux ouvrages de grande qualité y sont publiés. Ils sont souvent le produit de groupes de recherches importants. Ces publications sont généralement moins bien connues que celles des auteurs français et anglo-saxons.

L'internationalisation croissante se reflète également en matière d'infrastructure. Cela ressort notamment des sessions consacrées à des revues historiques. Ces publications aboutissent de plus en plus entre les mains de grandes éditions internationales de type académique et commercial. Cette situation implique que les normes commerciales jouent un rôle accru. Editer des revues doit être rentable et, de préférence, bénéficiaire. Ce qui n'est pas sans conséquence tant pour les revues elles-mêmes que pour les utilisateurs/acheteurs. Ainsi deviendra-t-il à l'avenir sans doute moins facile de maintenir sur le marché une revue qui publie des articles dans différentes langues. Le multilinguisme est plutôt perçu comme une entrave que comme un atout en termes de marketing et de vente. Une

autre conséquence de cet état de chose est le prix croissant des abonnements. Cela peut entraîner des problèmes financiers non seulement pour les lecteurs individuels mais aussi pour les bibliothèques. On peut soit s'interroger sur la viabilité et la diversité des revues à long terme soit estimer que le problème ne se posera pas puisque des revues au public restreint pourraient paraître par voie électronique et donc à moindre coût ?

Ces deux tendances – l'internationalisation de la recherche et son adaptation aux lois du marché – sont de nouveaux défis pour la communauté historienne nationale et pour les institutions de recherche. Une première question qui se pose est de savoir comment prendre part à l'internationalisation et quelle est la meilleure stratégie à suivre en ce domaine. Une possibilité réside dans une forte dynamisation de la recherche. Cette perspective offre l'avantage d'une efficacité accrue mais peut également entraîner un appauvrissement en termes de domaines de recherche car l'effort sera concentré sur quelques spécialités. Une deuxième question porte sur les rapports entre les efforts de recherche respectivement sur le plan national et sur le plan international. Ne risque-t-on pas un certain 'retrécissement' des recherches nationales en mettant trop unilatéralement l'accent sur le niveau international ? Quelles en seront les conséquences pour les revues historiques nationales ? Les chercheurs réputés

seront-ils encore disposés à y publier ? On peut y ajouter la question du rôle que pourront encore jouer les revues historiques nationales. Celles-ci perdront-elles de leur signification dans le cadre d'une internationalisation soutenue ou fonctionneront-elles comme une espèce 'd'école d'apprentissage' pour jeunes chercheurs avant de franchir le pas en direction des canaux de publication internationaux ?

L'internationalisation croissante aura également, quoi qu'il en soit, des implications financières. Les bibliothèques qui veulent demeurer dans le mouvement et offrir à leurs lecteurs l'information la plus récente devront investir de plus en plus dans l'achat de livres et de revues. Les possibilités d'une information moins coûteuse offertes par l'Internet (abonnement en ligne) ne sera, on peut s'y attendre, qu'une compensation partielle.

L'internationalisation demande également des investissements en termes de déplacements et d'échanges des chercheurs. Les centres de recherche remplissent en outre encore d'autres missions notamment dans le cadre de leur fonction de service public. Il faudra arriver à combiner ces différentes tâches avec l'internationalisation. Une coopération avec des centres étrangers au profil similaire et la mise en place d'un réseau apparaît comme une stratégie réaliste. Elle permet également de combiner les efforts de recherche nationaux et internationaux.

*Dirk Luyten*

**Moussa Lasouad** a obtenu son diplôme d'imprimeur le 30 juin 2000 et il a été promu, en novembre, technicien attaché à la recherche.

## Un vent nouveau sur le Comité international de la Seconde Guerre mondiale ?

Créé en pleine guerre froide, sous les auspices d'Henri Michel, le Comité international servit pendant de longues années de pôle de dialogue et d'information entre les Comités nationaux d'histoire de la guerre de l'Est et de l'Ouest. Il correspondait à une époque où cette histoire était portée principalement par des organismes officiels. Il joua un rôle évident de stimulation pour la promotion de l'histoire de la guerre, alors largement boudée, si pas méprisée par la recherche universitaire. Réunissant quelques dizaines de comités nationaux, il promut l'étude de la période dans les cinq continents et œuvra donc en pionnier.

Son origine et sa nature impliquaient des formes et procédures lourdes, plus proches des usages diplomatiques que scientifiques. Mais surtout, depuis une dizaine d'années, la recherche sur la Seconde Guerre mondiale s'est solidement implantée dans le monde scientifique, avec des problématiques et méthodes nouvelles. Elle s'est donc développée largement en dehors des 'comités' officiels, pour le plus grand bien de la recherche. A l'Est, depuis la chute du Mur, une recherche timide s'est également développée de manière autonome, mais curieusement les cercles académiques d'antan ont souvent réussi à se perpétuer, dans les mêmes personnes et avec le même langage stéréotypé, barrant résolument l'accès aux chercheurs autonomes qui portent en eux les germes d'une histoire vraie. Ce n'est pas le cas dans

tous les domaines, mais l'histoire de la Seconde Guerre ayant relevé longtemps de l'histoire militaire, le moins qu'on puisse dire est que nous ne bénéficions pas du vent du changement. Le colloque organisé à Oslo en porte témoignage: dès lors qu'à l'Est les participants parlaient comme 'délégués de leur comité', nous avons eu droit, à côté de contributions fort intéressantes (cfr le *Bulletin* remarquablement publié par l'IHTP) à quelques démonstrations de langue de bois sans aucun intérêt. Une solide perte de temps dans un congrès aux possibilités multiples et fort chargé !

Cet ensemble de raisons, qui mettent en cause la raison même d'exister du Comité ont contribué à faire fondre comme neige le nombre d'adhésions qui n'atteint plus la vingtaine. Aussi l'assemblée générale a donné l'occasion à quelques 'troublions' de mettre vigoureusement en cause la structure nomenclaturesque d'un bureau hypertrophié et d'exiger le départ de quelques ornements vétustes de celui-ci.

Nous nous flattons d'avoir été à l'origine de ce mouvement qui a abouti au mandat donné à l'équipe dynamique mise en place (président Gerhard Hirschfeld, secrétaire général Pieter Lagrou, trésorier Peter Romijn) de présenter dans les deux ans de nouveaux statuts, de nouvelles structures allégées, un programme ouvert et dynamique. En cas d'échec, l'existence de pareil comité ne se justifierait plus.

*José Gotovitch*

# Autriche 1934-2000, les origines d'un dérapage

L'émotion née de l'accession au pouvoir d'un parti d'extrême droite dans un pays démocratique et par le jeu normal des institutions a soulevé une intense émotion et suscité diverses initiatives, sur les plans politique, académique et diplomatique.

En tant qu'institution scientifique spécialisée, nous avons voulu contribuer à la compréhension de ce passé qui a rebondi dans le présent. Aussi le CEGES avait-il invité un collègue, chercheur au Centre autrichien de la Résistance (*Dokumentationsarchiv des Österreichischen Widerstandes*), le Dr Garscha, à venir nous éclairer sur la réalité des rapports entretenus entre l'Autriche et le Troisième Reich, et le curieux cheminement de la mémoire suivi dans le pays à propos de ce passé. Au cours de la même séance, notre collègue Alain Colignon, chercheur au CEGES, qui s'est fait remarquer par de nombreux articles et interventions sur l'extrême droite européenne, insérait le 'dérapage' dans une trajectoire qui remontait au début du siècle.

La clarté, les vertus pédagogiques de ces textes nous ont conduits à les mettre à la disposition de tous par le truchement de ce *Bulletin*. Nous y avons joint la présentation des travaux d'une autre institution autrichienne qui poursuit un travail scientifique salutaire: le Centre de Recherche sur la Justice d'Après-guerre.

Puisse ce dossier fournir une documentation substantielle en même temps qu'efficace à tous ceux que le passé intéresse et que le présent parfois inquiète.

José Gotovitch

## L'Autriche, l'Allemagne en plus 'méchante' ?

**Faits et légendes de l'Autriche face au Troisième Reich avant et après 1938.  
Le travail de mémoire après 1945**

Lorsque l'Union européenne s'appelait encore Communauté européenne et comprenait seulement douze Etats, un livre s'intitulant *L'Autriche - Treizième des Douze ?* – à l'époque encore exprimé sous forme de question – parut en France. Ce livre, qui est encore d'actualité aujourd'hui, traite des différentes réserves à l'encontre de l'entrée de l'Autriche dans la CEE. L'auteur Felix Kreissler, longtemps professeur à l'Université de Haute Normandie à Rouen et fondateur de la revue scientifique biannuelle *Austriaca*, s'est efforcé pendant de longues années de faire

connaître au public francophone l'histoire de l'Autriche et s'est notamment intéressé au rapport ambigu que les Autrichiens entretiennent avec eux-mêmes et avec leur histoire. Aujourd'hui, ces questions attirent non seulement l'attention des germanistes et des historiens, mais aussi celle d'un public plus large si bien que des experts, comme Felix Kreissler sont très sollicités.

L'attitude de l'Autriche face au national-socialisme constitue probablement la question la plus problématique de l'his-

toire récente du pays. Je voudrais me limiter à deux aspects: 1. la relation historique entre l'Autriche et l'Allemagne; 2. l'attitude de l'Etat autrichien et de la population autrichienne face aux crimes nazis et à la coresponsabilité des Autrichiens.

### De multiples divisions internes 1933-1938

Les gouvernements d'Engelbert Dollfuss et de son successeur Kurt Schuschnigg ont mené entre 1933 et 1938 une guerre sur deux fronts, contre l'opposition de gauche *et* celle de droite. En 1932, les nationaux-socialistes remportaient non seulement des succès électoraux spectaculaires en Allemagne, mais aussi en Autriche. Après la prise de pouvoir d'Hitler en Allemagne, ses militants en Autriche ont également essayé de provoquer un renversement national-socialiste par la terreur et par une propagande massive. Après une attaque terroriste sanglante en juin 1933, le parti national-socialiste fut interdit en Autriche. Mais les nationaux-socialistes autrichiens continuaient leurs attentats terroristes dans la clandestinité. Depuis peu, nous avons entamé un projet de recherche au Centre de Documentation de la Résistance autrichienne (en coopération avec l'Institut Karl Vogelsang de l'*Österreichische Volkspartei / ÖVP*) qui est consacré aux victimes de la terreur nazie *avant* 1938.

Après l'assassinat du chancelier Dollfuss en juillet 1934, le gouvernement réussit à mater l'essai du coup d'Etat national-socialiste après deux jours. On ne peut pas comprendre l'évolution de l'Autriche après 1945 sans envisager les expériences traumatisantes des deux guerres civiles de

1934 (12 février, 25 juillet). De larges fossés divisaient la société autrichienne:

- Entre sociaux-démocrates et conservateurs, aucune réconciliation n'était possible – le gouvernement avait utilisé l'armée fédérale pour bombarder les logements d'ouvriers et avait fait pendre des fonctionnaires syndicaux gravement blessés.
- Entre conservateurs et nationaux-socialistes, l'assassinat du chancelier Dollfuss par les nazis constituait le point de démarcation.
- Entre sociaux-démocrates et nationaux-socialistes se dressaient non seulement des oppositions idéologiques, mais aussi les expériences de l'Allemagne voisine où le *NSDAP*, qui en Autriche luttait pour la réintroduction de la démocratie, déportait massivement des fonctionnaires ouvriers dans des camps de concentration.

Historiens et politologues en Autriche se divisent encore aujourd'hui pour savoir si ce que les contemporains ont déjà appelé un régime austro-fasciste peut être qualifié scientifiquement par le terme 'fasciste'. Je vais employer ce terme, non pour lancer une discussion sur la définition du fascisme, mais pour souligner un autre fait d'une importance capitale. Si on parle de fascisme en Autriche, on ne pense pas nécessairement au national-socialisme.

La population autrichienne a fait l'expérience de deux dictatures fascistes – celle entre 1934 et 1938 dans laquelle il y avait aussi des camps et des cours martiales, mais qui d'aucune façon n'est comparable à la terreur totale et sanglante du nazisme, et celle de 1938 à 1945, du régime national-socialiste, lorsque l'Autriche faisait partie du Troisième *Reich*.

## Des relations ambivalentes avec l'Allemagne

La relation qu'entretenait le régime austro-fasciste avec le grand voisin allemand était ambivalente. Le chancelier Schuschnigg, successeur du chancelier Dollfuss, assassiné, était certes monarchiste – mais de même que l'empereur François-Joseph se considérait comme un 'prince allemand', Schuschnigg était aussi prisonnier d'une conception qui donnait à l'Autriche un destin allemand. Ceci l'amenait à interdire à l'armée fédérale d'utiliser les armes face à l'invasion annoncée de l'armée allemande en mars 1938 pour – comme il l'a dit dans sa dernière émission radiophonique – ne pas faire couler du "sang fraternel allemand". D'un autre côté, le gouvernement Schuschnigg essayait de conserver son autonomie à

l'égard de l'Allemagne d'Hitler et de résister aux menaces et pressions permanentes de Berlin. Des membres du régime s'efforçaient de conclure un compromis avec le mouvement ouvrier illégal face au danger d'une invasion allemande au début de l'année 1938 – et trouvaient des partenaires, en particulier dans le parti communiste qui développait alors une théorie dans laquelle l'Autriche était pensée comme une nation indépendante et distincte de l'Allemagne. Le PC autrichien était prêt à coopérer avec les ennemis du nazisme au sein du gouvernement face au danger grandissant de l'Allemagne d'Hitler.

Après 1945, la diplomatie autrichienne a toujours souligné la résistance dont l'Etat autrichien avait fait preuve entre 1933 et 1938 face au grand voisin qui n'hésitait pas à utiliser des pressions et la terreur.



*Vienne, mars 1938: les nazis contrôlent la présence effective des membres de leur parti dans les listes électorales.*  
(Coll. CEGES)



*12 mars 1938: les troupes allemandes franchissent la frontière germano-autrichienne à Kufstein-Kieferfelden. L'Ostmark réintègre le Reich.  
(Coll. CEGES)*

Cette version des faits ne répond que partiellement à la réalité. En effet, des hauts fonctionnaires du parti d'Etat austro-fasciste, le soi-disant 'Front patriotique', ont négocié en permanence avec les représentants du parti nazi illégal en espérant pouvoir le contrôler. Quelques critiques de l'actuel gouvernement autrichien ont renvoyé le chancelier Schüssel à ces événements. On leur a répondu non sans raison que le *FPÖ* actuel n'est pas comparable avec le *NSDAP* illégal des années 1933-1938. Les camps politiques en Autriche ont certes modifié leur aspect extérieur et modernisé une partie essentielle de leur charpente idéologique, mais la structure politique n'a guère changé en profondeur.

Lors de l'entrevue entre Hitler et Schuschnigg en février 1938, le chancelier autrichien a dû licencier son chef d'état-major

qui était hostile aux nazis et nommer Seyss-Inquart, un national-socialiste catholique très connu, ministre de l'Intérieur. Je ne veux pas sous-estimer le dilemme du gouvernement Schuschnigg mais on ne peut pas parler de résistance héroïque ! Certes on ne peut blâmer personne pour un manque d'héroïsme, mais il y a d'autres éléments qu'on peut reprocher au régime austro-fasciste. Je ne veux pas lancer une discussion sur la démocratie ou la dictature à ce moment, la démocratie n'était guère appréciée en Europe. Il faut plutôt attirer l'attention sur le fait que le gouvernement a poussé les masses tout droit dans le camp des nationaux-socialistes par une politique d'austérité a-sociale accompagnée d'un nombre très élevé de chômeurs et une pauvreté, suscitée politiquement, d'une grande partie de la population. Le *Schilling* fort que la propagande

gouvernementale a désigné comme le dollar des Alpes, était plus important que le sort de centaines de milliers de familles. En même temps, l'économie allemande allait au mieux grâce à la production d'armes. Une autre problématique par laquelle le gouvernement préparait indirectement l'avènement d'Hitler était d'ordre culturel. Face au nazisme dans lequel beaucoup de personnes, surtout parmi la plus jeune génération, voyaient un "mouvement moderne de renouveau", le régime austro-fasciste était étroitement lié à l'église catholique et se basait idéologiquement sur des concepts d'avant-1789. Finalement, la faute politique décisive du régime fut le refus prolongé de chercher un compromis avec le mouvement ouvrier poussé dans l'illégalité et poursuivi par la police. Même dans les journées avant l'invasion en mars 1938, le gouvernement n'autorisait pas la réapparition de la social-démocratie et des syndicats.

Au cours de l'année 1937, l'équilibre fragile fut détruit – pas seulement parce que Hitler se prononçait désormais pour une politique ouvertement expansionniste, mais aussi parce qu'en Autriche le *NSDAP*, illégal, gagnait des adhérents (de 70.000 à 105.000). Les nouveaux membres étaient essentiellement des fonctionnaires, des policiers et des soldats, donc issus de la bureaucratie étatique où on avait apparemment abandonné tout espoir d'autonomie face aux pressions allemandes. Par une obéissance anticipée, on accomplissait déjà le futur changement de pouvoir. Ainsi on comprend mieux qu'en Autriche, toute l'armée fédérale ainsi que la police ont pu être assermentées à Hitler en 1938 après l'élimination de quelques douzaines de Juifs et d'opposants déclarés au régime nazi.

## ***Anschluss, 1938***

En visitant Vienne après la guerre civile, en février 1934, et en voyant les logements ouvriers bombardés, le journaliste soviétique renommé Ilja Ehrenburg écrivait dans un reportage, que Monsieur Hitler était le seul à pouvoir se réjouir. En effet, quelqu'un d'autre, à savoir Dollfuss, s'était sali les mains, et Hitler pouvait alors venir en Autriche comme 'libérateur'. Plusieurs dirigeants nazis essayaient en effet en 1938 de gagner des adhérents dans le milieu ouvrier: "Vous avez été licenciés et déportés dans des camps par les conservateurs - nous aussi. Les conservateurs demandent la sournoiserie - nous rassemblons les combattants des barricades". Chez quelques-uns, cette démagogie portait ses fruits. Pourtant ce n'était pas par la propagande que le national-socialisme gagnait les masses, mais par les avantages que les nouveaux maîtres leur offraient: travail, pain et logements. Le travail dans l'industrie d'armement et les logements des familles juives. Entre 1938 et 1940, les nationaux-socialistes chassaient 70.000 familles juives de leurs logements à Vienne, dans lesquels des soi-disant "*Volksgenossen*" pouvaient emménager, des personnes qui avaient souvent habité auparavant dans des quartiers pauvres. Entre 1923 et 1933, la mairie sociale-démocrate avait construit exactement le même nombre de logements grâce à un impôt spécifique pour la construction d'habitations (en 1933 le gouvernement conservateur avait bloqué ce programme de construction par des mesures administratives et fiscales.) Pour des milliers de personnes, le racisme portait ses fruits et améliorait leur niveau de vie, au détriment d'autres citoyens.



22 mars 1938: Inauguration, à Vienne, de la place Adolf Hitler.  
Décoration florale en l'honneur du chancelier allemand.  
(Coll. CEGES)

De telles expériences suscitent des sentiments – sous-jacents – de culpabilité. Pourtant, rares sont ceux qui acceptent de s’y confronter, beaucoup réagissent avec une position de refus entêté. En 1988, certains habitants fêtèrent sans gêne particulière le cinquantenaire de leur déménagement. Jusqu’en 1938, la famille Hilberg habitait dans une maison située dans la *Wallensteinstrasse* (20e arrondissement). Raul Hilberg, qui est aujourd’hui devenu un des grands spécialistes de l’Holocauste, raconte qu’en mars 1938, un membre des SA a forcé, en brandissant son arme, la famille Hilberg à quitter son logement. Lorsque R. Hilberg a visité Vienne avec un ami dans les années soixante, ils se sont rendus dans la *Wallensteinstrasse* et ont vu sur la porte du logement des Hilberg une plaque avec le nom de l’homme qui les avait chassés de leur appartement. R. Hilberg sonna et après qu’une vieille femme eût ouvert la porte, son ami dit: “Nous cherchons en fait la famille Hilberg qui a habité ici”, la femme (apparemment la veuve de l’homme en question) savait tout de suite de quoi il parlait et commença à bredouiller: “Ils ont déménagé pendant la guerre, mais ils en sont sortis indemnes !”.

Outre la catastrophe pour les Juifs autrichiens, la soi-disant annexion de l’Autriche impliquait trois autres éléments: d’abord un acte de violence militaire, à savoir l’entrée de l’armée allemande en Autriche. Deuxièmement, les nationaux-socialistes accaparaient le pouvoir en Autriche, quelques heures avant que le premier soldat allemand ait touché le sol autrichien, prise de pouvoir facilitée par les menaces de Berlin et la capitulation sans combat de la direction austro-fasciste. Et finalement, l’annexion se

traduisait aussi par l’intégration de l’Autriche dans le Troisième *Reich*; l’Autriche avait disparu des cartes. Mais ceci signifiait surtout qu’un million d’Autrichiens allaient servir dans l’armée allemande. Ils devenaient ainsi parties prenantes tant des conquêtes victorieuses et des défaites – défaites que beaucoup n’ont toujours pas digérées – que des nombreux crimes de l’armée allemande.

## L’après-guerre

Lorsque la Deuxième République autrichienne a été proclamée le 27 avril 1945 à Vienne par les représentants des trois partis démocratiques *Sozialistische Partei Österreich* (SPÖ), *ÖVP* et *Kommunistische Partei Österreich* (KPÖ), les combats se poursuivaient dans plusieurs régions d’Autriche. Dans ces affrontements de l’armée allemande sur le sol autrichien, des Autrichiens luttèrent sous l’uniforme allemand contre les Alliés qui libéraient leur pays. Pour des millions d’Autrichiens, la libération correspondait d’abord à une défaite et était ressentie comme une occupation par les Alliés. Lorsque les Autrichiens parlent de la ‘période de l’occupation’, ils ne pensent pas à l’intervalle entre 1938 et 1945, mais aux dix ans d’occupation alliée de 1945 jusqu’au traité d’Etat de 1955.

Mais très rapidement de nombreux d’Autrichiens ont compris quelle possibilité leur avait été offerte par les Alliés, lorsque ceux-ci avaient déclaré lors de la conférence de Moscou en 1943, que l’Autriche avait été la première victime d’Hitler. Personne ne voulait entendre parler d’une coresponsabilité pour la guerre et les crimes, responsabilité engagée par la participation de presque toute la population

masculine autrichienne aux campagnes de l'armée allemande, par la collaboration d'une grande partie de la police autrichienne aux crimes nazis en Autriche et dans les territoires occupés, du rôle éminent des spécialistes administratifs dans l'organisation et la réalisation de l'Holocauste – personne, pas même le gouvernement autrichien provisoire. Celui-ci s'engageait certes dans la recherche et la poursuite de criminels nazis; 43 auteurs étaient condamnés à mort par des soi-disant tribunaux du peuple ("*Volksgerichte*"), des centaines à de lourdes peines de réclusion – mais le gouvernement a évité d'aborder le problème de la participation indirecte de larges parties de la société pour ne pas devoir diriger le pays contre la majorité de la population. Mais la réalité des crimes ne pouvait pas être niée et les débats judiciaires révélaient quotidiennement de nouvelles atrocités. La manière spécifique dont les Autrichiens ont traité ce problème présentait deux faces. Le national-socialisme était considéré comme un phénomène allemand et ainsi, d'une certaine façon, exterritorialisé. La délimitation de l'Autriche ressuscitée face au national-socialisme était avant tout aussi une délimitation face à l'Allemagne. Les journaux autrichiens opposaient dans leurs articles les Allemands agressifs et guerriers par nature aux Autrichiens de caractère apparemment conciliant et pacifique. A l'intérieur de l'Autriche, les 100.000 soi-disant 'illégaux', c'est-à-dire ceux qui étaient déjà membres du *NSDAP* alors que le parti était interdit, étaient les seuls coupables. La dénazification et les poursuites judiciaires étaient surtout dirigées contre eux et ne se souciaient guère des opportunistes de 1938. C'est seulement après d'âpres discussions au sein du gouvernement provisoire, qu'une

loi sur les criminels de guerre fut édictée. Elle poursuivait des crimes de guerre et crimes contre l'humanité indépendamment de l'appartenance politique de l'auteur.

Mais les 'illégaux' continuaient à être considérés comme des coupables de haute trahison parce qu'ils avaient préparé l'annexion par leur appartenance au *NSDAP*.

### Un double refoulement

Dans l'immédiat après-guerre, l'Autriche a certes accompli un travail remarquable dans la poursuite des crimes nazis, ceci en comparaison avec d'autres pays. Dans les années soixante et septante, la situation avait changé; les poursuites judiciaires pour crimes nationaux-socialistes devenaient rares et se terminaient de plus, dans de nombreux cas, par des acquittements scandaleux. Ces égarements de la justice autrichienne sont actuellement quasi oubliés. Pour expliquer ce phénomène, il faut s'intéresser à un des problèmes essentiels de la culture politique en Autriche. L'Autriche se considère comme la 'première victime' de l'Allemagne d'Hitler. Des victimes ne commettent pas de crimes. Or celui qui ne veut pas parler des crimes, ne peut pas non plus évoquer leur punition. Cela veut dire que le premier refoulement, celui des crimes, implique le deuxième refoulement, celui de leur poursuite.

Au cours de ce processus de refoulement – processus accompli par la quasi-totalité de la société autrichienne d'après-guerre, les médias et le système scolaire inclus – la résistance était en même temps 'évacuée'. Celui qui ne voulait pas parler des foules préparant un accueil triomphant à

Hitler, devait aussi rester silencieux sur ceux qui se trouvaient en prison ou organisaient la résistance. Celui qui ne voulait pas parler des centaines d'Autrichiens travaillant pour la *Gestapo* devait aussi oublier les victimes – généralement autrichiennes – de la *Gestapo*. L' 'évacuation' de la résistance concernait aussi bien la vie et la mort des résistants que les signes les commémorant. Dans de nombreux cas, de nouveaux noms de rues furent annulés et des plaques de commémoration démontées parce que de toutes façons ils mentionnaient 'seulement' des communistes.

Alors que les parents de résistants constituaient du moins encore dans les partis politiques, un *lobby*, certes faible, les 65.000 Juifs tués par les nationaux-socialistes et les 130.000 Juifs contraints de fuir étaient complètement oubliés. Longtemps, les noms des victimes restèrent même inconnus. Depuis quelques années, ils sont enregistrés dans une grande banque de données au Centre de Documentation de la Résistance autrichienne. Jusqu' à aujourd' hui, on ignore ce qui leur a été dérobé. Il faudra attendre 1999 pour que le gouvernement fédéral autrichien instaure une commission d' historiens pour faire les recherches nécessaires.

Et c' est seulement depuis quelques années qu' on évoque les 900.000 travailleurs forcés employés en Autriche pendant le Troisième *Reich*. L' opposition à leur dédommagement est tellement grande dans la population autrichienne – au sein de tous les grands partis – qu' aucun gouvernement n' a osé aborder jusqu' ici sérieusement le problème de réparation à accorder aux quelques dizaines de milliers de personnes encore en vie. Il aura fallu

attendre le gouvernement actuel pour voir nommer un responsable qui se penche sur cette problématique. Il s' agit de l' ancienne présidente de la Banque nationale Schaumaier; les négociations ont déjà commencé. (Mais c' est surtout le *FPÖ* qui essaie de faire un lien entre la question du dédommagement des travailleurs forcés et l' indemnisation des " *Volksdeutschen*", déplacés de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie en 1945/46, par les gouvernements tchèque et slovène.)

Jusqu' au début des années nonante, tous les gouvernements autrichiens se présentaient sous la bannière: " Nous étions nous-mêmes des victimes !" Et: " L' Autriche n' a pas existé comme Etat entre 1938 et 1945, celui qui veut des dédommagements doit s' adresser à l' Allemagne !"

Certes des fortunes étaient partiellement restituées, des dédommagements étaient distribués à ceux qui avaient été internés dans des camps de concentration nazis, mais quelques groupes de victimes – comme par exemple les tsiganes ou les homosexuels – ont dû attendre des décennies avant d' être reconnus comme victimes de la terreur nazie. Le problème principal résultait du fait de présenter la prétendue assistance aux victimes – tel que le mot l' explicite – comme une mesure sociale. Chaque concession aux victimes nazies allait de pair avec une aide financière au bénéfice d' un groupe beaucoup plus grand à savoir les soi-disant ' victimes de guerre ', c' est-à-dire les soldats de l' armée d' Hitler et leurs survivants. Ceux-ci avaient dans tous les partis des *lobbies* puissants et disposaient d' un grand pouvoir électoral. Il ne fallait pas attendre l' apparition du *Freiheitliche Partei Österreich (FPÖ)* pour voir dans

les années cinquante la construction de monuments aux morts dans tous les villages pour les soldats soi-disant morts pour leur patrie (sur aucun monument il n'est mentionné qu'ils étaient tombés comme membres d'une armée étrangère qui a annexé l'Autriche en 1938).

### **L'affaire Waldheim et la fin d'une méprise ?**

Les gouvernements formés par le ÖVP conservateur et le parti social-démocrate essayaient péniblement d'éviter toute mesure qui pourrait être interprétée comme un aveu d'une responsabilité quelconque de l'Etat autrichien pour les crimes nazis commis par des Autrichiens. C'est seulement en 1991, le 8 juillet 1991, que le chancelier social-démocrate de l'époque, Vranitzky, fit une déclaration au nom du gouvernement dans laquelle il fut reconnu, pour la première fois, que les criminels nazis de nationalité autrichienne n'avaient pas cessé d'être des Autrichiens parce qu'ils avaient commis la plupart de leurs crimes sous l'uniforme allemand. Ils étaient issus de la société autrichienne, ils étaient devenus antisémites et nationaux-socialistes en Autriche et – s'ils avaient survécu à la guerre et à l'après-guerre – avaient réintégré dans la deuxième république leurs postes, quelques-uns même, leurs postes dirigeants.

Le revirement du gouvernement était d'abord l'expression de la probité du chancelier de l'époque dont la famille avait été liée à la résistance antifasciste. Mais il exprimait aussi une réaction à d'autres événements. Lors des discussions sur le passé de Kurt Waldheim à la fin des années 80, on représentait souvent les nazis autrichiens comme particulièrement

cruels et aptes à mieux cacher que d'autres, leurs crimes (la discussion actuelle peut parfois laisser l'impression que les Autrichiens, en général, seraient une variante particulièrement antipathique des Allemands déjà désagréables). Une telle conception correspond à l'image que beaucoup d'Autrichiens ont d'eux-mêmes – une image qui oscille entre la pitié de soi et la haine de soi – mais elle ne correspond pas à la réalité historique. Tout aussi peu que l'histoire très répandue en Autriche selon laquelle les soldats autrichiens de l'armée allemande auraient été en général mieux accueillis dans les pays occupés que les soldats allemands.

Ce qui est particulier n'est pas tellement ce qui c'est passé pendant la période nationale-socialiste. On constate que pendant ces années, beaucoup d'Allemands ont plutôt méprisé leurs camarades autrichiens, ce qui a provoqué chez les uns un comportement d'opposition, chez les autres un empressement particulier pour accomplir les ordres criminels. Ce qui doit retenir notre attention, ce sont les événements d'après 1945: tous les Allemands étaient forcés – culpabilité collective ou non – à faire face aux questions suivantes: comment de tels crimes étaient-ils possibles dans votre société ? Et: qu'est ce que vous faites *maintenant* pour poursuivre des criminels et pour veiller à ce que de telles horreurs ne se reproduisent plus ?

De prime abord, les Autrichiens avaient une situation plus confortable. Ils pouvaient se présenter sur le plan international comme les premières victimes d'Hitler et se cacher derrière ce paravent pour éviter des questions désagréables. Ceci aura des conséquences fatales pour

la culture politique à l'intérieur du pays – le populisme de Jörg Haider n'est pas seulement xénophobe, il fait précisément appel à ces mécanismes de refoulement et d'entêtement – mais l'Autriche sortait aussi affaiblie de cette situation au niveau international. Ce problème a été déjà remarqué dans les années soixante-dix par quelques historiens, mais il faut attendre l'affaire Waldheim pour que le monde politique comprenne qu'on ne croyait pas (plus) à la version de l'Autriche comme première victime d'Hitler. La négation obstinée de la coresponsabilité de centaines de milliers d'Autrichiens face aux crimes nazis a produit un effet singulier sur le plan international: les historiens autrichiens qui, il y a quelques années, ont dû éclairer leurs interlocuteurs sur le rôle des nationaux-socialistes autrichiens pendant l'Holocauste, doivent aujourd'hui affronter un public souvent incrédule lorsqu'ils lui exposent qu'en 1938 tous les Autrichiens n'ont pas salué la venue d'Hitler et que l'Autriche n'a pas adhéré volontairement au Troisième *Reich*.

Le professeur Felix Kreissler, déjà évoqué, a fait en 1988 plusieurs fois la même expérience – chaque fois avec le même résultat. Il lisait un rapport qui décrivait l'enthousiasme avec lequel les Autrichiens avaient salué Hitler – et tous se montraient convaincus que ce récit reflétait la réalité. Personne ne devinait que la source de ce texte était le *Völkischer Beobachter*, le journal officiel du *NSDAP*.

Les trois grands milieux politiques en Autriche sont représentés par trois partis

qui sont aujourd'hui de poids à peu près égal: la gauche par la social-démocratie (le parti communiste n'est plus présent au parlement depuis 1959), le milieu conservateur et catholique par le parti populaire autrichien (*ÖVP*) et le milieu national-allemand par le parti 'libéral' autrichien<sup>1</sup> (qui est issu d'une 'association des indépendants', organisation qui regroupait surtout d'anciens nazis). Le libéralisme relativement faible s'est longtemps fait représenter au niveau politique par le *SPÖ* et temporairement par le *FPÖ*. Aujourd'hui les milieux libéraux se retrouvent chez les verts ou au "forum libéral", un parti relativement modeste.

Tandis que le *ÖVP* poursuivait depuis 1945 une politique cohérente qui consistait à absorber le camp national-allemand et à gagner comme adhérents les anciens nationaux-socialistes, le *SPÖ* chancelait entre l'intégration des nationaux-socialistes au sein du parti et l'encouragement d'une recomposition du camp national-allemand, pour affaiblir politiquement le *ÖVP* par la création d'un deuxième parti bourgeois. Pour des raisons électorales, les deux partis ont évité une discussion sérieuse sur les causes et les conséquences du régime nazi en Autriche. Le *ÖVP* a réussi le premier à combiner un nationalisme autrichien prononcé avec une attitude positive face à l'armée allemande, ce qui a conduit quelques fonctionnaires dirigeants du *ÖVP* à s'incliner symboliquement devant les *Waffen-SS*. Le *SPÖ* rappelle face à d'anciens nationaux-socialistes leur opposition commune contre la dictature cléricale entre 1934 et

---

<sup>1</sup> Les journaux francophones utilisent les termes "Parti autrichien de la liberté" pour traduire *Freiheitliche Partei Österreichs*. (N.T.)

1938, lorsque les sociaux-démocrates et les nationaux-socialistes étaient internés dans le camp de Wöllersdorf. Et même sous Bruno Kreisky, le *SPÖ* comprenait sous le terme ‘antifasciste’ plutôt la mémoire du 12 février 1934 et la résistance face à l’austro-fascisme que la lutte contre la dictature nazie (dans la lutte contre le national-socialisme, les socialistes ont joué un rôle mineur comparé au rôle joué par les communistes).

Déjà, lors de la campagne électorale pour les élections législatives de 1949, le *SPÖ* utilisait le quinzième anniversaire de la guerre civile de février 1934, pour rappeler aux conservateurs leur rôle de “fossoyeur de la démocratie”; au même moment, le *ÖVP* dénonçait l’attitude positive de Karl Renner <sup>2</sup> et d’autres socialistes dirigeants par rapport à l’‘annexion’ de 1938 comme ‘trahison de l’Autriche’.

Lorsque la grande coalition entre le *ÖVP* et le *SPÖ* risqua de se briser à la fin des années cinquante, le *SPÖ* essaya de gagner le *FPÖ* comme partenaire (une coalition formelle se réalisa seulement dans les années septante et quatre-vingt). Une coalition entre le *ÖVP* et le *FPÖ* semblait impossible – non pas parce que le *ÖVP* se distançait de l’attitude souvent non-critique des adhérents du *FPÖ* par rapport au national-socialisme, mais à cause de la politique nationale allemande du *FPÖ*. Son programme politique contenait une profession de foi en faveur d’une communauté du peuple et de la

culture allemands. En 1988 Jörg Haider (chef <sup>3</sup> du *FPÖ* depuis 1986) désignait encore la nation autrichienne comme une “fausse-couche idéologique”, suivant ainsi la tradition nationale allemande de son parti. Un brusque revirement s’est produit en 1992/93 avec le soi-disant référendum du *FPÖ* sur les étrangers, une collecte de signatures, qui aurait dû amener le parlement à renforcer la législation contre l’immigration, sous le mot d’ordre “l’Autriche d’abord”. Depuis lors, Haider adopte un discours national autrichien, et le nationalisme du *FPÖ* n’est plus un nationalisme allemand, mais se réfère à l’Autriche et on y retrouve même des accents anti-allemands. Les anciens nationalistes allemands jouent certes encore un rôle dans le travail culturel du *FPÖ*, mais leur influence a sensiblement baissé.

La formation d’une coalition entre le *ÖVP* et le *FPÖ* le 4 février 2000 est une nouveauté dans l’histoire autrichienne. Les nationalistes allemands et les conservateurs avaient seulement formé des coalitions – peu stables – dans les années vingt. La relation entre les deux partis était dominée par leurs différences respectives. Ou bien on essayait de se distancer l’un de l’autre ou bien d’absorber le concurrent. Le revirement idéologique dans la deuxième moitié des années nonante a entre autres permis cette coalition. Le “troisième milieu” (politique) ne se caractérise plus par un nationalisme

<sup>2</sup> Karl Renner (1870-1950), député socialiste, était le ‘chancelier’ du gouvernement provisoire autrichien entre 1918-1920 et dirigeait la délégation autrichienne lors des négociations pour le traité de St. Germain. Lors du référendum de 1938, il se prononça pour le ‘oui’. Entre 1945-50, il était président de la République. (N.T.)

<sup>3</sup> Il porte le titre de “*Obmann*” du *FPÖ*, terme qui n’existe pas tel quel en français. (N.T.)

allemand, mais par une version particulièrement agressive d'un nationalisme autrichien. Certes l'attitude positive par rapport au national-socialisme est particulièrement développée parmi les adhérents du *FPÖ*, mais elle n'est pas limitée à ce parti. Or, pendant que les autres partis ont présenté – dans leurs discours officiels – la deuxième république comme “l'antithèse du national-socialisme” (expression forgée par l'ancien chancelier Vranitzky), Jörg

Haider en tant que chef du *FPÖ* n'a pas hésité à faire appel non seulement à des préjugés xénophobes et racistes, mais aussi à gagner des voix en relativisant les crimes nazis. Cette attitude fut facilitée par l'absence d'une réelle discussion sur le national-socialisme dans les trois camps politiques. Vu sous cet aspect le phénomène Haider est une ‘revanche de l'histoire’ et une expression de la culture politique de la deuxième république autrichienne.

**Winfried R. Garscha**

*Centre de Documentation de la  
Résistance autrichienne/DÖW, Vienne*

## Aux origines d'un dérapage: le pangermanisme à l'autrichienne

En Autriche, l'entrée récente dans un gouvernement de coalition d'une formation politique notoirement connue pour ses sentiments xénophobes et nationalistes la situant dans la mouvance de la droite extrême a sans conteste interpellé de vastes secteurs de l'opinion, tant en Belgique que dans l'Union européenne.

La montée en puissance de ce parti populiste guidé par un démagogue habile était cependant visible depuis une bonne dizaine d'années. Condamné à l'opposition depuis longtemps, le *Freiheitliche Partei Österreichs* – car c'est bien de lui qu'il s'agit – a su se positionner comme un parti contestataire du système. Un parti contestataire à une époque où le pays, prospère mais confronté depuis la chute du "bloc de l'Est" à un afflux d'immigrés, souffrait d'une crise existentielle importante.

Si on tourne le regard vers un passé plus lointain, on s'aperçoit bien vite que l'extrême droite autrichienne avait déjà aligné ici et là, depuis le début du siècle à tout le moins, de forts bataillons et qu'elle avait même pu se hisser au pouvoir dans l'Entre-deux-Guerres, dans des circonstances certes dramatiques.

En fait, dès le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, plusieurs provinces germanophones de l'Empire des Habsbourg ont nourri de fortes tendances nationalistes, contrecoup de l'émergence politique et culturelle des populations slaves de l'Empire. Quoique divisé en de multiples chapelles, ce courant qui se qualifiait lui-

même de "libéral" ou de "national-libéral" depuis 1882 était uni sur différents points: volonté de maintenir coûte que coûte la suprématie culturelle allemande, mépris pour les Slaves et, dans les centres urbains, antisémitisme. Ces tendances lourdes trouvèrent leur porte-parole en la personne du "chevalier" Georg von Schönerer, un juriste qui avait effectué ses études à Dresde. Bon orateur, grand ambitieux, il assura un relatif décollage de ce mouvement à la suite des législatives de 1901. Menant une campagne farouche contre une législation linguistique favorable aux Slaves qui avait été votée un peu plus tôt, ses partisans enlevèrent d'emblée 21 sièges au Parlement impérial. Le parti pangermaniste avait recueilli ses plus gros succès dans les régions où les germanophones étaient en contact direct avec les slavophones: sur les pourtours de la Bohême-Moravie au nord, en Styrie-Carinthie au sud.

Mais Schönerer était affligé d'un caractère trop entier. Admirateur de la Prusse protestante, sa haine du catholicisme et de la dynastie des Habsbourg prit un ton si radical et si contraire à ses intérêts politiques que les plus fidèles de ses lieutenants l'abandonnèrent. Le national-libéralisme survécut à son départ, s'amplifia en se modérant quelque peu et parvint à devenir la première force politique autrichienne aux législatives de 1911.

Mais le peuple de droite ne s'était pas rangé de manière unanime derrière les drapeaux du pangermanisme. A Vienne, pendant longtemps, la petite bourgeoisie

de la capitale, devenue passionnément antisémite face à l'afflux de Juifs fuyant la misère des provinces orientales de l'Empire, s'était reconnue dans le chrétien-social Karl Lueger et l'avait imposé à la mairie. Si Karl Lueger savait caresser la fibre antisémite de ses électeurs, il savait jusqu'où aller et, une fois installé dans ses fonctions de bourgmestre, il avait su mettre de côté les points les plus inquiétants de sa dialectique.

C'est à l'ombre du pangermanisme que naquit finalement le mouvement qui allait, après bien des aléas, après bien des bouleversements géopolitiques, emporter l'ordre constitutionnel. Quelques cercles ouvriers et quelques associations de classes moyennes avaient mis sur pied, en 1904, un *Deutsche Arbeiter Partei in Österreich*. Ce groupe sans grand relief avait végété jusqu'à la veille de la Grande Guerre. Tombé sous le contrôle d'un avocat qui avait appartenu à la social-démocratie, il prit la forme d'un socialisme national très anti-tchèque et put effectuer une légère percée aux législatives de 1911, en Bohême et en Moravie. Malgré tout, à la veille du Premier Conflit mondial et malgré les tensions nationales qui travaillaient la vieille monarchie danubienne, il demeurait fort minoritaire. Le déchaînement et le déroulement de la guerre allaient donner à tous ces groupes un second souffle tout en radicalisant les droites chrétiennes et libérales.

Très symptomatiquement, en mai 1918, tandis que les combats faisaient toujours rage aux frontières, le *DAP* profita d'un congrès doctrinal pour se présenter comme un recours au marxisme et au capitalisme. Il changea en outre de dénomination pour devenir le *Deutsche Nationalsozialistische*

*Arbeiter Partei*, le Parti ouvrier national-socialiste allemand. Si cette nouvelle étiquette était promise à une belle notoriété dans un proche avenir, dans l'immédiat, les "nationaux-socialistes" allaient être rejetés aux marges de la scène par plus puissants qu'eux.

L'Empire austro-hongrois s'était désagrégé en octobre-novembre 1918 dans la défaite militaire, ses minorités nationales – Tchèques, Croates, Slovènes, Polonais – ayant profité de la situation pour quitter la Double Monarchie en perdition. Les députés germanophones d'Autriche, orphelins de la grandeur impériale, réunis en "Assemblée nationale provisoire" s'étaient empressés de voter le 12 novembre, à l'unanimité, une loi dont l'article 2 stipulait que: "l'Autriche allemande [faisait] partie de la République allemande". C'était faire bon marché de la volonté des Alliés qui ne tenaient pas à ce que l'Allemagne, vaincue avec peine, sorte de la guerre plus forte qu'elle n'y était entrée. Le traité de Saint-Germain qui, un peu plus tard, devait régler le sort de l'Autriche résiduaire, imposa à cet Etat malgré lui une indépendance dont, au départ, ses représentants ne voulaient pas et lui interdit de surcroît de procéder à une fusion ("*Anschluss*") ultérieure avec la République de Weimar.

Le ressentiment fut énorme contre les démocraties occidentales, qui piétinaient allègrement un droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qu'elles venaient de proclamer. En proie à une terrible disette, au marasme économique et aux troubles sociaux, à la perte de ses points de repère identitaires, l'Autriche dut, faute de pouvoir être allemande, se résigner à être autrichienne, et ce ne fut pas chose facile.

Après un moment de flottement, les conservateurs du parti chrétien-social, au coude à coude avec leurs adversaires sociaux-démocrates, parvenaient en 1920 à s'emparer durablement des rênes de l'Etat. Ils y resteront sous des dénominations diverses jusqu'au printemps 1938, soit seuls, soit, plus souvent, en alliance avec les agrariens ou diverses formations nationales-allemandes. Dirigés par le très subtil Mgr Seipel, ils se maintinrent aux affaires dans un climat de crise endémique, face à une vigoureuse contestation de gauche. Vienne, "Vienne-la-rouge" pour les habitants de la province, était en effet passée sous le contrôle des sociaux-démocrates, et Vienne regroupait alors environ un tiers de la population autrichienne. Et ils durent faire face également à une contestation des droites extrêmes. Contestation qui prit deux formes, théoriquement antagonistes.

Pendant que les uns, figés dans leur volonté "grande-allemande" s'obstinaient à nier l'existence de l'Etat autrichien et commençaient à se rassembler sous les drapeaux à croix gammée de Riehl d'abord, de Hitler ensuite, les autres, plus nombreux, avaient accepté vaille que vaille de s'accommoder de la situation géopolitique. Plus proche de la famille conservatrice, se recrutant parmi les officiers en disponibilité, les fonctionnaires, la paysannerie moyenne et les anciens combattants, ils se retrouvaient au sein des formations d'auto-défense nationale et sociale apparues lors du terrible hiver 1918-1919: la "Heimwehr". Décidés à lutter contre la "subversion marxiste" et les tentatives d'infiltrations slaves, ces groupements assez hétéroclites, aux fortes racines provinciales ne se sentaient pas au départ

animés par une idéologie d'extrême droite bien spécifique. Ils se contentaient de parader en uniforme et de se heurter de temps à autre aux socialistes du *Republikaner Schutzbund*. La persistance de la crise socio-économique et politique donna des idées à certains de leurs dirigeants et notamment au prince Ernst Rüdiger von Stahremberg. Personnage haut en couleur, courageux en 14-18 mais instable, celui-ci essaya d'orienter la *Heimwehr* vers le modèle du fascisme italien. Le 18 mai 1930, lors du congrès de Korneuburg, avec ses affidés, il jurait de combattre désormais pour mettre en place un Etat autoritaire et corporatif. A partir de ce moment, Stahremberg et ses lieutenants, tantôt associés au pouvoir, tantôt boudant dans l'opposition, s'employèrent à pousser le Parti chrétien-social dans la voie de l'autoritarisme.

Le processus entamé s'accéléra encore avec l'arrivée au pouvoir, à Berlin, d'Adolf Hitler (30 janvier 1933). Pour le chef nazi, l'Autriche, sa patrie natale, n'était rien d'autre qu'un élément du *Reich* allemand. Or, les chrétiens-sociaux régnaient maintenant à Vienne depuis plus de 10 ans; ils s'en trouvaient fort bien et ne tenaient plus à réaliser un "Anschluss" qui aurait eu pour résultat de fondre la pieuse Autriche dans un système totalitaire aux relents néo-païens. Alors, coincée entre une gauche sociale-démocrate qu'elle abominait et une extrême droite pangermaniste qu'elle redoutait tout autant, la famille chrétienne-sociale entreprit de sauver l'indépendance autrichienne en liquidant la démocratie. Le nouveau chancelier, Engelbert Dolfuss, qui présidait une coalition gouvernementale où figuraient des représentants de la *Heimwehr*, entreprit de

mener l'opération à bien à partir de l'été 1933.

Tous les groupes jugés subversifs, des communistes aux nazis, furent interdits tandis que le gouvernement mettait sur pied un "Front patriotique" ("*Vaterlandischer Front*") censé réunir à sa suite l'ensemble des droites autrichiennes loyalistes. Le prince Stahremberg devenait par ailleurs ministre de l'Intérieur. Etranglés en douceur au fil des mois, les sociaux-démocrates réagirent par un soulèvement désespéré: du 12 au 15 février 1934, leurs milices furent écrasées au canon et à la mitrailleuse par l'armée fédérale assistée des unités de la *Heimwehr*, au prix de plusieurs centaines de morts. Le 1<sup>er</sup> mai suivant, Dolfuss pouvait réaliser le vœu des ultra-conservateurs et promulguer la

constitution de l'Etat corporatif chrétien, le *Christliche Ständestaat*, autoritaire et aligné sur l'Italie mussolinienne.

L'"austro-fascisme" ainsi créé manquait toutefois d'assises sociales. La *Heimwehr* s'y sentait minorisée et ni les nationaux-socialistes, ni les sociaux-démocrates ne lui pardonnaient son existence. Dolfuss ne profita guère de sa "victoire". Le 25 juillet 1934, il était abattu par des nazis lors d'une tentative de putsch qui tourna court. Son successeur, Kurt von Schuschnigg hérita d'une situation pourrie, avec une opposition pangermaniste qui se livrait à des actes terroristes, une économie toujours dans le marasme et un environnement géopolitique instable. De plus, l'Italie fasciste, protectrice



*Les autorités autrichiennes obligent des nazis à nettoyer les murs "tagués" par les membres de leur parti.  
(Coll. CEGES)*

vigilante de l'“Etat corporatif chrétien” jusqu'en 1936, commença à se désintéresser de l'affaire après avoir décidé de miser sur le cheval allemand.

Désireux de lâcher du lest, Schuschnigg se résigna à se rapprocher du IIIe *Reich*, signa avec celui-ci un protocole de bon voisinage (11 juillet 1936) et procéda à une large amnistie. A peine libérés, les militants nazis se remirent à comploter sous le contrôle de Berlin. La suite est connue. Au début de 1938, son régime faisant eau de toutes parts, Schuschnigg s'en alla à plusieurs reprises rencontrer Hitler pour renégocier les termes d'un *modus vivendi*. Peine perdue. Les exigences du *Führer* devinrent telles que le chancelier autrichien revint à Vienne de plus en plus démoralisé. En mars 1938, malgré une ultime tentative de résistance, il devait s'incliner devant un nouvel ultimatum de Berlin. Paralysé de l'intérieur par le sabotage des nazis autochtones, privé de soutiens extérieurs, l'“Etat corporatif chrétien” se désagrégea en quelques jours comme se liquéfia

le “Front patriotique” derrière lequel se dissimulait la famille chrétienne-sociale.

Le 14 mars 1938, l'opinion européenne, éberluée, assistait à l'entrée d'Hitler à Vienne, sous les acclamations d'une foule énorme. Il avait été précédé par la *Wehrmacht* et par ses services policiers, qui s'étaient empressés de faire place nette. Les ralliements se multiplièrent, les uns discrets, les autres spectaculaires comme celui de l'épiscopat autrichien qui appela à voter ‘oui’ pour le plébiscite organisé par les nazis afin d'entériner l'*Anschluss*. Cette dernière opération fut si rondement menée que, le soir du vote, 99,73 % des électeurs autrichiens avaient approuvé l'intégration dans le *Reich* grand-allemand.

La première expérience au pouvoir des droites extrêmes autrichiennes s'achevait par un naufrage total. La deuxième, celle du totalitarisme nazi, allait avoir des conséquences non moins dramatiques sur le plan humain.

*Alain Colignon*

## Une institution amie: le *Dokumentationsarchiv des Österreichischen Widerstandes*

C'est en 1963 que le *Dokumentationsarchiv des Österreichischen Widerstandes* / *DÖW* ([www.doew.at](http://www.doew.at)) a vu le jour sous l'impulsion d'anciens résistants et d'historiens antifascistes. Doté du statut de fondation scientifique en 1983, il reçoit depuis un appui financier du gouvernement autrichien, de la ville de Vienne ainsi que du *Verein Dokumentationsarchiv*. Ses thèmes de recherche privilégiés s'attachent à la période qui va de 1934 à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il aborde aussi bien la problématique de la résistance au nazisme que celle de la collaboration/ accommodation au régime hitlérien, des crimes des nationaux-socialistes (en matière de génocide(s) notamment)

et de l'extrémisme de droite après 1945.

D'une certaine façon, plus 'engagé' que notre institution sur le plan politique, il fonctionne un peu comme elle d'un point de vue technique, mêlant les caractéristiques d'un centre d'archives et de documentation. En outre, son équipe scientifique participe régulièrement à des séances d'information ainsi qu'à des activités pédagogiques dans les écoles.

Le *DÖW* publie très régulièrement un bulletin de liaison et de nouvelles, les *Mitteilungen*, en plus des productions spécifiques de ses chercheurs.

*Alain Colignon*

## Le Centre de Recherche autrichien sur la Justice d'Après-Guerre

**B**ien que le rapport entretenu par l'Autriche avec son passé national-socialiste soit un sujet vivement discuté tant à l'intérieur de ses frontières qu'à l'étranger, la façon dont la justice autrichienne a traité les crimes de violence nazis reste un sujet mal connu.

Les volumineux dossiers des nombreuses procédures judiciaires pour crimes nazis – quelques-unes sont d'ailleurs encore inconnues des historiens du temps présent – dorment dans les archives autrichiennes (et partiellement encore dans les greffes des tribunaux). Indépendamment de la suite donnée à la procédure, ces dossiers d'instruction sont une source historique unique même si aucun registre ne permet encore de retrouver les procès d'après le lieu ou le type de crime (par exemple Holocauste ou Euthanasie).

Suite à des études réalisées depuis le début des années 90 au Centre de Documentation de la Résistance autrichienne (*Dokumentationsarchiv des österreichischen Widerstandes / DÖW*) à Vienne, le Centre de Recherche autrichien sur la Justice d'Après-Guerre a été fondé dans le cadre des Archives d'Etat autrichiennes et ce, 40 ans après la création d'un Bureau central de recherche sur les crimes de violence nazis à Ludwigsburg, près de Stuttgart, par les administrations judiciaires des *Länder*. Depuis les années 60, Simon Wiesenthal exigeait en vain la création d'une telle institution pour l'Autriche.

Le centre de recherche fondé en 1998 n'est pas une fondation publique mais

bien une organisation privée. Il s'agit en fait d'un centre de documentation rassemblant des archives servant à l'étude du traitement judiciaire des crimes nazis en Autriche. C'est un lieu de conservation d'un savoir sur ces documents. Ce ne sont pas les documents eux mêmes mais bien des copies en papier, des copies de micro-films et, dans le futur, des médias de conservation digitale. Les recherches se font donc par le biais de copies ou d'appareils de recherche auxiliaires. Le lieu central de dépôt des copies de films sont les Archives d'Etat autrichiennes. Par ailleurs, il est également possible de consulter les copies-papier de documents de procès conservés au Centre de Documentation de la Résistance autrichienne. Le travail de recherche et d'exploitation se fait provisoirement au *DÖW*.

A moyen terme, le but est d'intégrer toutes les enquêtes des procureurs et des juges concernant les crimes nazis, de les classer d'après le crime et le lieu du crime et, enfin, de les intégrer dans une banque de données informatisée.

Entre 1945 et 1955, 136.829 instructions préliminaires pour crimes nazis ou appartenance au *NSDAP* pendant son interdiction (de 1933 à 1938) ont été ouvertes en Autriche contre 100.000 à 115.000 personnes. Les quelque 85.000 à 90.000 instructions devant les quatre tribunaux dit populaires à Vienne, Graz, Linz et Innsbruck ont conduit à environ 20.000 à 21.000 audiences principales. 23.477 jugements au total ont été prononcés, dont 13.607 verdicts de culpabilité.

Il n'existe aucune statistique précise permettant une ventilation des jugements d'après les types des crimes. Des banques de données pour Vienne et Linz, en cours de réalisation au Centre de Recherche sur la Justice d'Après-Guerre, permettront dans quelques mois de proposer des estimations à ce propos. Des évaluations provisoires permettent d'avancer les chiffres suivants: le nombre de procès dans lesquels les accusés ont seulement été jugés pour leur adhésion au NSDAP avant 1938 ou pour avoir exercé des fonctions déterminées au NSDAP est supérieur à 8.000. Le nombre des condamnés pour crimes de violence comme meurtre, homicide, mauvais traitement, vol et dénonciation est donc probablement inférieur à 5.000, parmi lesquels il y aurait 40 % de dénonciations. Finalement, c'est moins de 3.000 personnes qui ont probablement été condamnées pour des crimes de violence nazis. 43 personnes ont été condamnées à mort, 29 à perpétuité et 269 à des peines de prison allant de dix à vingt ans. 30 peines capitales ont été exécutées.

Après l'abolition des tribunaux populaires (20.XII.1955), peu de procédures judiciaires furent encore introduites. La dernière audience principale a eu lieu en 1975. Le nombre des instructions pénales réalisées après l'abolition des tribunaux populaires n'est pas connu, mais est probablement inférieur à 5.000. Le nombre des informations préliminaires effectuées par les procureurs d'Etat entre 1956 et 1990 se situe en effet autour de 5.500 d'après une estimation du ministère de la Justice. Pour 3.500 à 3.600 cas, la plainte a été classée par le parquet, dans 600 à 700 cas la procédure a dû être interrompue parce que l'accusé était introuvable, 1.000 à 1.200 instructions ont été suspen-

dues parce que l'accusé était mort, pour 120 prévenus les instructions se sont clôturées par un non-lieu, 45 ont été accusés et 40 jugements ont été prononcés (18 verdicts de culpabilité, 22 acquittements).

Les projets sont financés par deux associations privées: l' Association pour le Soutien des Recherches historico-juridiques (*Verein zur Förderung justizgeschichtlicher Forschungen*) et l' Association pour l' Etude des Crimes nazis et le Travail de Mémoire (*Verein zur Erforschung nationalsozialistischer Gewaltverbrechen und ihrer Aufarbeitung*). Jusqu'à nouvel ordre, le centre de recherche peut aussi utiliser l'infrastructure du Centre de Documentation de la Résistance autrichienne.

Le Dr Franz Vranitzky, l'ancien chancelier social-démocrate, est le président du conseil d'administration; le Prof.Dr Heinrich Neisser, l'ancien vice-président du parlement et député du ÖVP, en est le vice-président. La direction scientifique a été confiée au Dr Winfried Garscha et à Mag.Claudia Kuretsidis-Haider.

Axes essentiels de la recherche:

a) *Projets de documentation:*

- Microfilmage des procédures viennoises pour crimes nazis:

Depuis 1993, plus de 580 procédures judiciaires pour crimes nazis ont été microfilmées par des moyens informatiques et saisies d'après leur forme et leur contenu. Jusqu'en 1998, le financement était assuré par deux projets de recherche du Fonds autrichien pour la Promotion de la Recherche scientifique (*Förderung Wissenschaftlicher Forschungen / FWF*): "Les documents du tribunal populaire de Vienne (1945-

1955) en tant que source historique” (1993-1996) et “La justice d’après-guerre comme forme non-bureaucratique de la dénazification. Les documents judiciaires autrichiens dans l’optique d’une comparaison à l’échelle européenne” (1996-1998). Le microfilmage s’est poursuivi grâce au soutien du *DÖW*, du *Yad Vashem* de Jérusalem et du *US Holocaust Memorial Museum* de Washington. Dans l’état actuel des choses, les éléments réunis jusqu’ici sont en cours d’intégration dans une banque de données.

- Fichier du tribunal populaire de Vienne: Après un projet-pilote financé par le *DÖW* et le *Yad Vashem* de Jérusalem, la saisie informatique du fichier des instructions préliminaires contre 40.000 personnes du tribunal populaire de Vienne (1945-1955) a pu commencer au tribunal régional pour les affaires pénales. Le recensement des données de base a été financé par le ministère fédéral de la Justice ainsi que par des institutions autrichiennes et étrangères et des personnes privées. Un projet, qui analyse ces données scientifiquement, est financé par la Fondation pour le Jubilé de l’Enseignement supérieur de la ville de Vienne et par d’autres institutions autrichiennes.

- Banque de données du tribunal populaire de Linz:

Les archives régionales de Haute-Autriche à Linz ont intégré dans une banque de données les 23.400 instructions du tribunal populaire entamées par le parquet de Linz. En se basant sur une révision d’environ 6.000 dossiers, ces données brutes sont classées – depuis le 1er novembre 2000 – d’après leur contenu et leur origine géographique. Pour

l’heure, ce travail est soutenu financièrement par le département culturel de la province de Haute-Autriche. Il s’agit d’un projet-pilote pour la constitution d’une banque de données autrichienne de toutes les procédures judiciaires pour crimes nazis.

- Banque de données européenne des procès d’après-guerre:

En marge du colloque “Dénazification et procès d’Après-Guerre”, les premières discussions sur la réalisation d’un *Manuel des procès d’après-guerre européens* ont été lancées le 14 juin 1996. Après une longue phase de préparation, une coopération s’est établie entre le Centre de Recherche autrichien sur la Justice d’Après-Guerre, la Commission principale de la Poursuite des Crimes commis contre le Peuple polonais et l’Institut de Droit pénal de l’Université d’Amsterdam. Cette coopération prévoit le recensement des procès autrichiens, polonais, néerlandais et allemands afin de constituer l’ossature d’une *Banque de Données européenne des Procès d’Après-Guerre*. Elle devrait être complétée dans les prochaines années afin de préserver l’héritage d’une culture juridique commune de la poursuite judiciaire de crimes de guerre et de crimes contre l’humanité.

b) *Projets de recherche scientifiques*

- “Justice et crimes de violence nazis”.

La ‘maîtrise’ judiciaire des crimes de violence nazis. Une étude comparative entre l’Allemagne et l’Autriche.

Dans le cadre d’un projet de coopération austro-allemand, la sanction de crimes de violence en Allemagne et en Autriche sera analysée tant par le biais d’une approche globale que par des ensembles de

faits précis. Du côté du Centre de Recherche autrichien sur la Justice d'Après-Guerre on aspire à une coopération avec le Bureau central des Administrations judiciaires des *Länder* à Ludwigsburg ainsi qu'avec l'Université de Stuttgart. Ce grand projet de recherches devrait être réalisé en plusieurs étapes. Dans l'état actuel des choses, les projets partiels suivants sont prévus en Autriche:

- "Justice et crimes de violence nazis". La confrontation de la justice après 1945 avec les crimes nazis dans les districts des tribunaux régionaux supérieurs à Vienne et à Linz.
- "Justice et crimes de violence nazis". La 'maîtrise' judiciaire des crimes de violence nazis en prenant comme exemple les procès d'Après-Guerre de la Haute-Autriche.

**Claudia Kuretsidis-Haider**

### **Publications**

Revue semestrielle *Justiz und Erinnerung* (Justice et mémoire) (éditée par l'Association pour le Soutien des Recherches historico-juridiques et l'Association pour l'Etude des Crimes nazis et le Travail de Mémoire), autrefois appelée *Rundbrief*.

Abonnements: kuretsidis@hotmail.com ou par fax: 0043-1-3172112.

- Claudia KURETSIDIS-HAIDER & Winfried R. GARSCHA (Hrsg.), *Keine "Abrechnung". NS-Verbrechen, Justiz und Gesellschaft in Europa nach 1945*, Leipzig/Vienne, 1998 (ISBN 3-931982-06-8).
- Winfried R. GARSCHA & Claudia KURETSIDIS-HAIDER, *Nachkriegsprozesse. Die Alliierten, Deutschland und Österreich* (en préparation).
- Claudia KURETSIDIS-HAIDER (Hrsg.), *"Es ging zu wie auf einer Hasenjagd..." Der erste Prozeß vor dem Volksgericht Wien im August 1945 wegen Verbrechen an ungarisch-jüdischen Zwangsarbeitern. Eine Dokumentation* (en préparation).

## En guise de conclusion

Le choc émotionnel ressenti en février 2000 dans de vastes couches de l'opinion publique ouest-européenne à l'annonce de la mise en place, en Autriche, d'une coalition gouvernementale associant des représentants de la droite classique à ceux de l'extrême droite "nationale populiste" ("Haider = Hitler" ?) n'aura guère duré plus d'un mois. Les déclarations musclées – ou alarmistes – de différentes personnalités tantôt au nom de l'éthique, tantôt pour des raisons relevant de considérations politiques *stricto sensu* furent particulièrement intenses autour de l'axe Paris-Bruxelles. Quatorze Etats membres de l'Union européenne décidèrent en un premier temps, histoire de marquer le coup, de geler les relations politiques bilatérales avec la patrie de Mozart. Puis cette muraille de belle résolution face au "spectre noir" ne tarda pas à se fissurer. Tandis que se relâchait l'attention des médias, les sanctions envers l'Autriche étaient revues à la baisse en juin et elles devenaient caduques à l'automne après qu'une mission d'investigation *ad hoc* ait conclu au respect des normes démocratiques par le gouvernement "noir-bleu" du chrétien-démocrate W. Schüssel. Avec ses amis, celui-ci avait multiplié les initiatives tous azimuts (et notamment au sein de la grande famille du Parti populaire européen) pour éviter que son pays continue à être traité comme un pestiféré. Le strict respect que la nouvelle coalition témoignait sur le plan formel envers les droits de l'homme et le droit des minorités fit sans nul doute tomber pas mal de réserves officielles et autres: pas de violences spectaculaires

dans la rue, pas de revendications intempestives ou de discours fracassants, rien n'était susceptible d'inquiéter l'"Europe" ou d'appâter les médias. En outre, le *Freiheitliche Partei Oesterreichs* de Jörg Haider, relégué dans une position de subalterne encombrant, soumis à la pression constante des démocrates et privé depuis le 1<sup>er</sup> mai de son chef – lequel avait préféré prendre du recul dans son fief de Carinthie – ne tarda pas à décevoir son électorat hétérogène et à montrer des signes de faiblesses évidents : démissions répétitives de ses ministres, nette érosion électorale lors de scrutins locaux.

Ces mutations dans la 'donne' politique profitaient pour l'essentiel aux chrétiens-démocrates de l'*ÖVP*. Sur ce plan, il est possible qu'à moyen terme se vérifie l'espoir de W. Schüssel: étrangler en douceur le parti de Haider en le "mouillant" dans une gestion pragmatique qui lui ferait perdre son aura contestatrice. Il n'empêche...

Nul ne saurait encore appréhender les incidences sur le long terme de ce qui s'est passé à Vienne, dans les antichambres du pouvoir. Car les chrétiens-démocrates autrichiens auront été les premiers depuis 1945 à associer aux affaires d'un Etat une formation clairement identifiée à l'extrême droite, et qui n'a jamais fait d'*aggiornamento* ou procédé à un examen de conscience<sup>1</sup>. Et qui, n'ayant rien renié de son passé, pourrait servir de modèle, sinon d'exemple. Alors, boîte de Pandore ou pétard mouillé ? Seul le recul du temps permettra de trancher.

*Alain Colignon*

<sup>1</sup> Au contraire de l'*Alleanza nazionale* regroupant les "post-fascistes" de Fini, en Italie, associés au gouvernement Berlusconi en 1994.